
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Gedia

Rapport d'audit

Rapport final



Table des matières

1.	Synthèse des résultats de l'audit	4
1.1	Période ATRD4	4
1.2	Demande ATRD5	4
1.3	Synthèse des ajustements	6
1.4	Trajectoire proposée par PMP	12
2.	Contexte et objectifs de l'audit.....	15
2.1	Contexte	15
2.2	Objectifs de l'audit	15
3.	Déroulement de l'audit.....	17
4.	Présentation de l'activité de l'ELD	18
5.	Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015	19
5.1	Hypothèses d'indexation	20
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	20
5.2.1	Fournitures non stockables.....	21
5.2.2	Achats stockés	21
5.2.3	Services extérieurs entretien et maintenance.....	21
5.2.4	Dépenses de Communication	22
5.2.5	Prestations externes	22
5.2.6	Autres charges.....	22
5.3	Principaux écarts du poste Charges de personnel.....	22
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales	22
5.4	Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes	23
5.4.1	Taxe foncière.....	23
5.4.2	Taxe professionnelle.....	23
5.4.3	Taxes assises sur les salaires.....	23
5.4.4	Autres	23
5.5	Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires	24
5.5.1	Transfert de charge.....	24
5.5.2	Autres recettes extra-tarifaires	24
5.6	Principaux écarts sur le poste Production immobilisée	24
6.	Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste	26
6.1	Synthèse de la demande tarifaire de Gedia.....	27
6.2	Hypothèses d'indexation	28
6.3	Détails des principales augmentations.....	28
6.3.1	Fournitures non stockables.....	28
6.3.2	Achats stockés	29
6.3.3	Achats de matériel, équipements et travaux	30
6.3.4	Redevances	30
6.3.5	Services extérieurs	31

6.3.6	Frais de recherche.....	34
6.3.7	Dépenses de communication.....	35
6.3.8	Aides commerciales.....	36
6.3.9	Autres charges.....	36
6.3.10	Charges relatives aux impayés acheminement.....	38
6.3.11	Rémunération brute.....	39
6.3.12	Charges sociales.....	44
6.3.13	Participation.....	45
6.3.14	Taxe professionnelle.....	46
6.3.15	Taxes assises sur les salaires.....	46
6.3.16	Autres recettes extra tarifaires.....	47
7.	Principes de dissociation comptable.....	49
8.	Annexes.....	52
8.1	Demande tarifaire de Gedia.....	52
8.2	Détail des ajustements proposés par PMP.....	52
8.3	Nombre d'opération de SOGELINK.....	52
8.4	Détail du calcul des charges relatives au risque amiante.....	52
8.5	Gestion de l'amiante – détail 2013 - 2016.....	52
8.6	Devis maintenance Mercuria – Sage.....	52
	[Confidentiel].....	52
8.7	Devis sécurité [Confidentiel].....	52
8.8	Schéma stratégie reconstitution des flux.....	52
8.9	Obligations loi NOTRe et LTECV.....	53

1. Synthèse des résultats de l'audit

1.1 Période ATRD4

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles hors redevance a été globalement identique à celui des charges couvertes : environ 2,15 M€ par an. Cet équilibre masque des disparités entre les différentes catégories de la demande tarifaire :

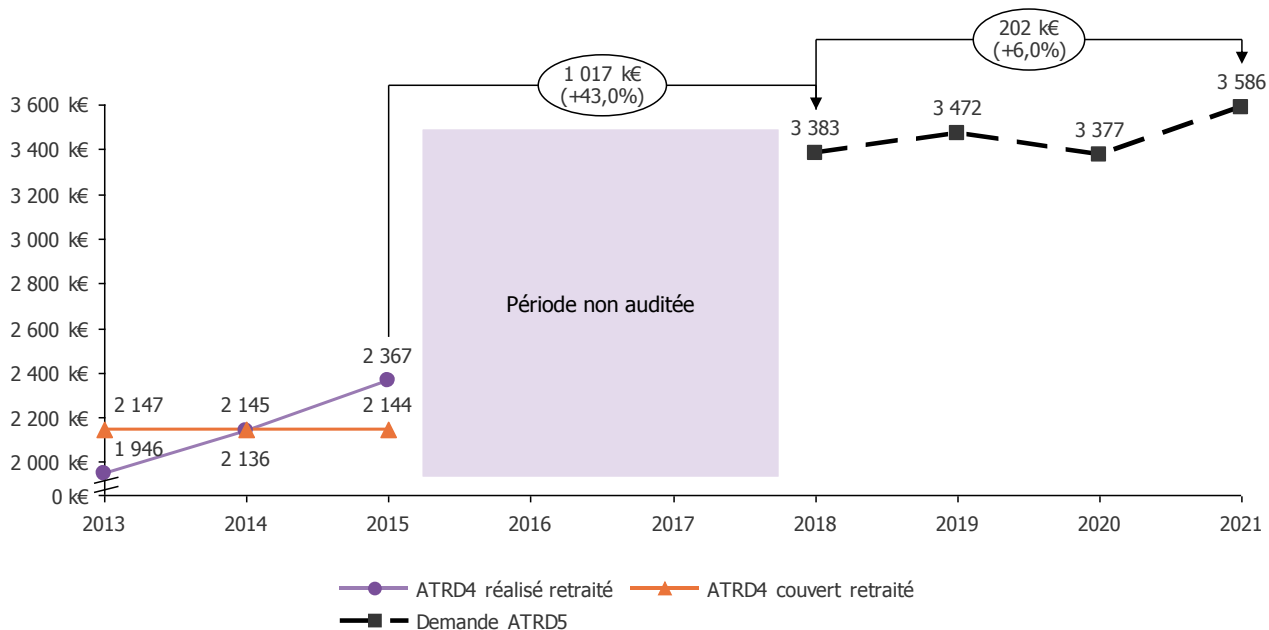
- Les **Consommations externes** ont dépassé le montant couvert par l'ATRD4 d'environ 11% soit 111 k€. Ce dépassement s'explique notamment par une surconsommation sur les postes :
 - Dépenses de communication (+63 k€) ;
 - Prestations externes (+ 40 k€) : Gedia a expliqué cette hausse par les difficultés de recrutement qu'elle rencontrait et qui avait nécessité un recours accru à des intérimaires ;
 - Autres charges (+ 25 k€).
- Les **charges de Personnel** en revanche ont été inférieures de 188 k€ au montant couvert en lien selon Gedia avec les difficultés de recrutement. Toutefois, l'explication donnée ne semble expliquer qu'une partie de l'écart constaté au regard de l'évolution de la charge de Prestations externes ;
- Les recettes **extra-tarifaires** ont été supérieures de 141 k€ en moyenne au montant couvert ATRD4. Cet écart a été expliqué par Gedia par une amélioration du processus de facturation des prestations ;
- Enfin le poste **Production immobilisée** a été inférieur d'environ 190 k€ au montant couvert ATRD4. Ceci s'explique à la fois par une baisse des projets et un recours accru aux prestations d'intérimaires qui ne génèrent pas d'écriture de production immobilisée.

1.2 Demande ATRD5

Les charges de la demande tarifaire (en annexe 8.1) de Gedia augmentent entre 2015 et 2018 de **+1 M€** soit **+43%**.

Le périmètre non péréqué est détaillé en partie 7.

Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert* (en k€)	2 417 025	2 414 169	2 413 565
<i>Périmètre non péréqué</i>	[Confidentiel]		
<i>Redevances hors RODP</i>			
ATRD4 couvert retraité (en k€)	2 147 188	2 145 041	2 143 690

*dont redevances couvertes par le tarif ATRD4

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé (en k€)	2 209 677	2 412 875	2 640 290
<i>Périmètre non péréqué</i>	[Confidentiel]		
<i>Redevances hors RODP</i>			
ATRD4 réalisé retraité (en k€)	1 946 018	2 136 381	2 366 665

Dans sa demande tarifaire, Gedia a expliqué cette hausse principalement par les effets suivants :

- La demande tarifaire de Gedia comprend une nette augmentation des charges de personnel corrélée à l'évolution des effectifs :
 - +0,4 ETP agent gazier à partir de 2016 ;
 - +1 ETP cadre informatique à partir de 2017 ;
 - + 2 ETP agents de maîtrise loi NOTRe et LTECV à partir de 2018 ;
 - + 1 ETP cadre lié à la reconstitution des flux journalière à partir de 2018.

- La deuxième principale hausse demandée concerne les Achats stockés. Elle s'explique en partie par l'augmentation des investissements.
- Le poste Services extérieurs est en augmentation de 203 k€ entre 2015 et 2018 en raison :
 - De la gestion du risque amiante budgétée à 100 k€ / an par Gedia à partir de 2018 ;
 - Des obligations de la loi NOTRe et de la LTECV pour 60 k€ en 2018 puis 10 k€ en 2018, 20 k€ en 2020 et 10 k€ en 2021 ;
 - D'une augmentation de la maintenance informatique en raison des nombreux projets SI programmés sur la période et intégrés dans les investissements de la demande tarifaire de Gedia.

1.3 Synthèse des ajustements

L'audit a permis d'identifier les ajustements ci-dessous :

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	115	+9	+8,7%	Gedia a construit sa trajectoire à partir de l'arrondi supérieur de la moyenne 2013-2015 puis en appliquant l'IPC	-3 k€ : La prise en compte de la moyenne 2013-2015 sans tenir compte de l'arrondi, entraîne un ajustement à la baisse de -3 k€ par an sur la période ATRD5.	6.3.1
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	357	+228	+179,9%	Les achats stockés immobilisés sur la période ATRD5 représentent 36% des investissements (ratio cohérent avec la moyenne 2013-2015). Les achats non immobilisés ont été projetés à partir de la moyenne 2013-2015 puis en appliquant l'IPC	Aucun	5.2.2
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	13	+3	+27,7%	Les explications apportées par Gedia concernant l'évolution du poste n'ont pas permis de comprendre l'augmentation constatée entre 2016 et la moyenne de 2013-2015.	-7 k€ : La prise en compte de la moyenne 2013-2015 entraîne un ajustement à la baisse de -7 k€ par an sur la période ATRD5.	6.3.3
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	36	-2	-4,3%	Aucun	Aucun	
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+2,8%	En 2015, le poste Redevances est constitué des redevances R1 et R2 (248 k€), de la RODP (17 k€), des licences (4 k€) et des autres droits et valeurs similaires (~0 k€)	-261 k€ : Le montant des redevances R1 et R2 a été retiré de la demande tarifaire par PMP conformément aux précédentes décisions de la CRE ce qui entraîne un ajustement moyen à la baisse de -261 k€ par an.	6.3.4

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	540	+203	+55,2%	<p>L'augmentation des charges entre 2015 et 2018 est essentiellement due à la prise en compte du risque amiante (100 k€ / an)</p> <p>De plus, Gedia a intégré dans sa demande tarifaire des charges supplémentaires liées à la loi NOTRe et à la LTECV. Celles-ci expliquent une augmentation en 2018 de 60 k€</p> <p>Une augmentation de 33 k€ est due à la maintenance informatique qui croît en raison des nombreux projets SI programmés sur la période</p>	<p>-100 k€ : Les montants demandés par Gedia sont nettement supérieurs à ceux demandés par les autres ELD pour le risque amiante. Par ailleurs, ces chantiers devraient donner lieu à un investissement, contrairement à ce qu'affirme Gedia et donc à un montant en production immobilisée qui compenserait les charges. En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, notamment pour GRDF, l'ensemble de la charge supplémentaire est ajusté. Cela conduit à un ajustement à la baisse de -100 k€/an.</p> <p>-13 k€ : Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de Services extérieurs affectée à la loi NOTRe et LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le budget de -13 k€ par an sur la période ATRD5.</p> <p>-24 k€ : PMP propose d'intégrer les montants de maintenance informatique indiqués dans les devis fournis par Gedia. Ceci représente un montant annuel de 8,7 k€ au total. Par rapport aux 33 k€ intégrés initialement dans la demande tarifaire de Gedia, cela représente un ajustement annuel moyen de -24 k€.</p> <p>-19 k€ : Au regard des changements réglementaires entre les TIGF et les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz, le poste services extérieurs, entretien et maintenance contient des charges qui ne sont pas couvertes par le tarif ATRD5. PMP propose ainsi un ajustement à hauteur de -19 k€ par an afin de retirer ces anciennes charges de la demande tarifaire.</p>	6.3.5
Assurances (616xxx)	97	+3	+2,8%	Aucun	Aucun	
Frais de recherche (617xxx)	21	-2	-11,3%	Ce poste contient essentiellement les charges d'études et d'audit	Aucun	6.3.6

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	-68,6%	Les charges de prestations externes avaient fortement augmenté en 2015 sous l'effet de la hausse du recours à des intérimaires pour pallier les difficultés d'embauche	Aucun	
Dépenses de Communication (623xxx)	73	+10	+16,4%	Les dépenses de communication de la demande tarifaire présentent un écart avec les comptes dissociés de Gedia (+33 k€ en 2015). Gedia a indiqué qu'il y avait eu une erreur d'imputation sur le GRDG lors de la dissociation comptable	-73 k€/an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	6.3.7
Aides commerciales (658120)	71	+16	+29,8%	Aucun	-71 k€ par an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	163	+4	+2,4%	On constate une augmentation des autres charges de 87% entre 2013 et 2015. Cette augmentation a été justifiée par Gedia par l'augmentation du nombre de procédures de recouvrement, des frais postaux et des frais bancaires.	-34 k€ par an : PMP propose de projeter la charge à partir de la moyenne 2013-2015 ce qui génère un ajustement de -34 k€ par an sur la période ATRD5 +16 k€ par an : PMP intègre dans la trajectoire de coûts les charges de vigile pour lequel un devis a été fourni par Gedia. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la hausse de 16 k€ par an sur l'ATRD5.	6.3.9
PNV et créances douteuses	68	+68	N/A	A la suite de la décision du CoRDIS du 19 septembre 2014, Gedia a estimé le montant annuel d'impayés acheminements à compter de l'année 2018 à 65 k€ par an.	-21 k€ : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui ont été intégrés dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Gedia entraînerait un ajustement annuel moyen à la baisse de -22 k€ sur la période ATRD5.	0
Total consommations externes	1 857	+484	+34,9%			

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+31,5%	En plus des hypothèses d'évolution de salaire que Gedia a considérées, ce poste augmente sous l'impact de nouvelle embauche : 0,4 agent gazier en 2016, un cadre informatique en 2017, 2 ETP loi NOTRe et LTECV en 2018, un cadre ingénieur pour la reconstitution des flux en 2018.	<p>19 k€ : Le calcul effectué par PMP à partir des hypothèses d'évolution du salaire et des effectifs révèle un écart qui génère un ajustement annuel moyen à la baisse de -19 k€.</p> <p>-16 k€ : Concernant le [Confidentiel] d'agent gazier imputé sur le GRDG à partir de 2016, Gedia a indiqué que cette charge n'était pas récurrente. PMP propose d'ajuster cette charge ce qui a été accepté par Gedia. Ceci représente un ajustement annuel moyen à la baisse de -16 k€ de rémunération brute sur la période ATRD5.</p> <p>-44 k€ : [Confidentiel] demandé par Gedia au titre de la RDF nous semble non excessive étant donné qu'un cadre informatique a déjà été embauché en 2017 essentiellement pour mettre en place les SI permettant la RDF journalière. La dépense semble surdimensionnée au regard de la taille de l'ELD. La suppression de ce poste entraîne un ajustement à la baisse de -44 k€ par an.</p> <p>-62 k€ : Concernant la loi NOTRe et LTECV, au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de personnel rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. [Confidentiel]. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de -62 k€ par an en moyenne sur la période ATRD5.</p> <p>-7 k€ : De plus, la prise en compte du SNB constaté en 2016, [Confidentiel] à la fois en 2016 et en 2017 (année pour laquelle les négociations de branche actuellement en cours ne permettent pas de définir à ce stade une valeur certaine), conduit à un ajustement à la baisse de -7 k€ en moyenne par an.</p>	0

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Charges sociales (645xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+35,8%	Gedia a indiqué dans sa demande tarifaire avoir appliqué l'évolution des taux de charges sociales prévue par la CNIEG.	-84 k€ : En appliquant la trajectoire de taux de charges sociales calculée à partir des hypothèses de la CNIEG à la rémunération brute après ajustements, les charges sociales cumulées sur la période ATRD5 diminuent annuellement de -84 k€ en moyenne sur la période ATRD5.	6.3.12
CCAS 1% (6472xx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+5,2%	Aucun	Aucun	
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+8%	Ce poste est composé principalement des conditions tarifaires des agents IEG, de l'accord d'intéressement et d'autres charges liées au personnel comme la médecine du travail. Le prévisionnel a été établi à partir de 2015. La méthode de projection est cohérente.	Aucun	
Participation	[Confidentiel]	[Confidentiel]	N/A	Compte tenu de l'évolution de ses effectifs, Gedia devra mettre en place un accord de participation à compter de 2017.	-10 k€ : PMP propose de calculer le montant de participation à partir de la trajectoire de rémunération brute ajustée. Ceci générerait un ajustement annuel moyen à la baisse de -10 k€ sur la période ATRD5.	6.3.13
Total charges de personnel	[Confidentiel]	[Confidentiel]	+35,3%			
Taxe foncière	10	+5	+96,2%	Aucun	Aucun	
Taxe professionnelle	80	+15	+23,7%	La CVAE et CFE ont été construites à partir des valeurs payées en 2016.	Aucun	0
Taxes assises sur les salaires	68	-12	-15,9%	Les taxes assises sur les salaires de l'ATRD5 ont été construites en tenant compte de 6% (valeur moyenne observée sur la période 2013-2015) des rémunérations brutes.	-9 k€ : Les variations du poste Rémunération brute entraînent un ajustement des taxes assises sur les salaires. Ceci engendre un ajustement annuel moyen à la hausse de -9 k€.	6.3.15
Autres impôts et taxes	14	+4	+34,7%	Cette charge a été projetée à partir de la moyenne 2013-2015 et pour la C3C en tenant compte de 0,16% du chiffre d'affaires prévisionnel. La méthode de projection est cohérente.	Aucun	
Total impôts et taxes	171	+11	+6,9%			
Transfert de charges (791xxx)	-17	+6	+26,4%	La trajectoire est construite à partir de la moyenne de 2013-2015 puis en appliquant l'IPC. La méthode de projection est cohérente.	Aucun	

Poste de la demande tarifaire	Moyenne Annuelle de la demande 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement annuel moyen sur la période 2018-2021	Référence
Autres recettes extra-tarifaires	-280	-3	-1,1%	<p>Les prestations catalogue ont été projetées à partir de la moyenne des 3 dernières années.</p> <p>Les participations sur raccordement ont été projetées à partir du niveau de 2015 : l'évolution du nombre de consommateurs ne permet pas d'envisager une augmentation de ce poste.</p> <p>Les travaux pour tiers ont été construits à partir de la moyenne des 3 dernières années.</p>	-37 k€/an : PMP propose de calculer la trajectoire des Autres recettes extra-tarifaires en tenant compte de la moyenne 2013-2015 comme référence. Cela conduit à un ajustement à la baisse de -37 k€/an (augmentation des recettes).	6.3.16
Total recettes extra-tarifaires	-297	+3	-1,0%			
Production immobilisée	-363	-279	+297,9%	<p>La production immobilisée représente 52% des investissements G1 et G2 ce qui est cohérent avec le ratio observé en 2013 et 2014 (valeur 2015 : 19% en raison d'un projet de 204 k€ qui a essentiellement fait appel à la sous-traitance donc sans contrepartie de production immobilisée).</p> <p>L'estimation a été jugée cohérente au regard de la trajectoire des investissements et des achats.</p>	Aucun	
Total production immobilisée	-363	-279	+291,9%			
Total charges à couvrir (I+II+III-IV-V+VI-VII)	3 455	+743	+28,1%	[Confidentiel]	[Confidentiel]	7

Le détail des ajustements et de leur impact sur les trajectoires de la demande tarifaire de Gedia est donné en annexe 8.2.

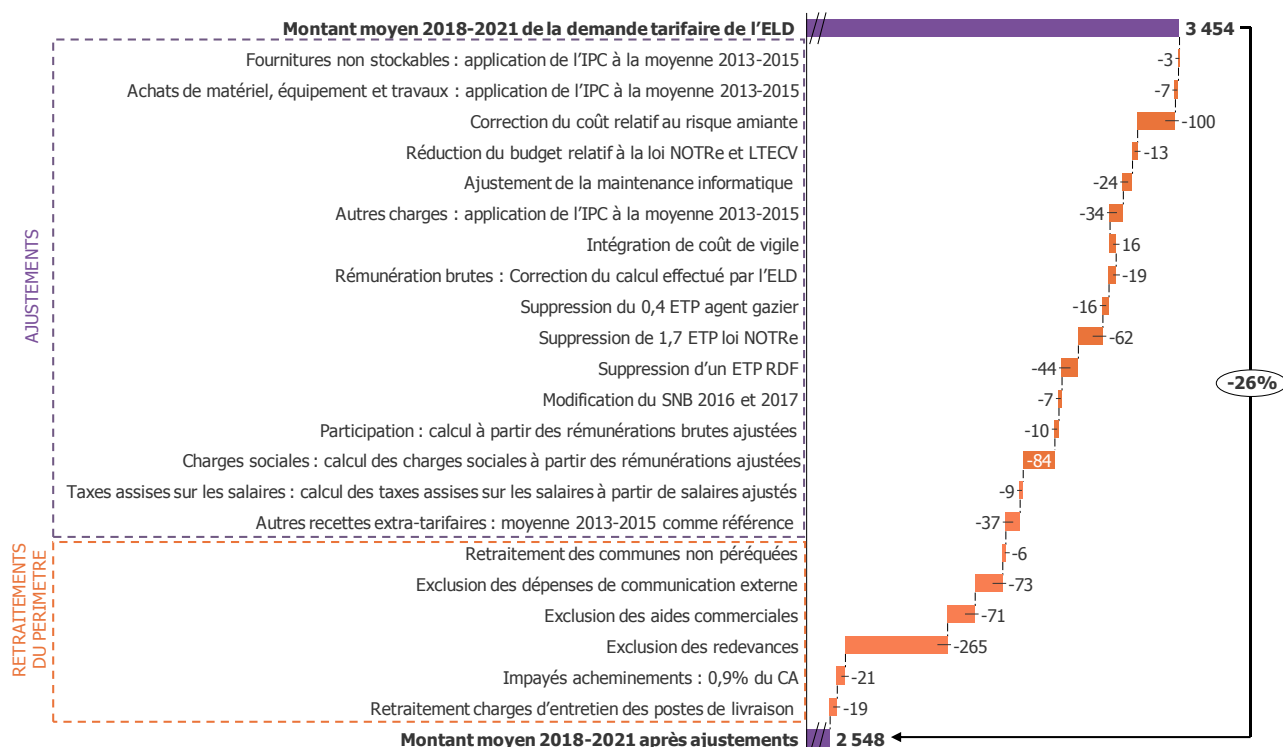
1.4 Trajectoire proposée par PMP

Le total des ajustements et retraitements du périmètre est de 906 k€ en moyenne par an.

	2018	2019	2020	2021	Moyenne
Trajectoire de la demande tarifaire de l'ELD	3 383	3 472	3 377	3 586	3 454
Ajustements proposés par PMP	-472	-461	-443	-427	-451
Retraitements du périmètre de l'ATRD5	-446	-451	-459	-465	-455
Trajectoire ajustée	2 466	2 559	2 475	2 693	2 548

Le montant des charges à couvrir après ajustement serait de 2 548 k€ en moyenne par an.

Moyenne annuelle des ajustements sur la période ATRD5 par rapport à la demande tarifaire de l'ELD (en k€)

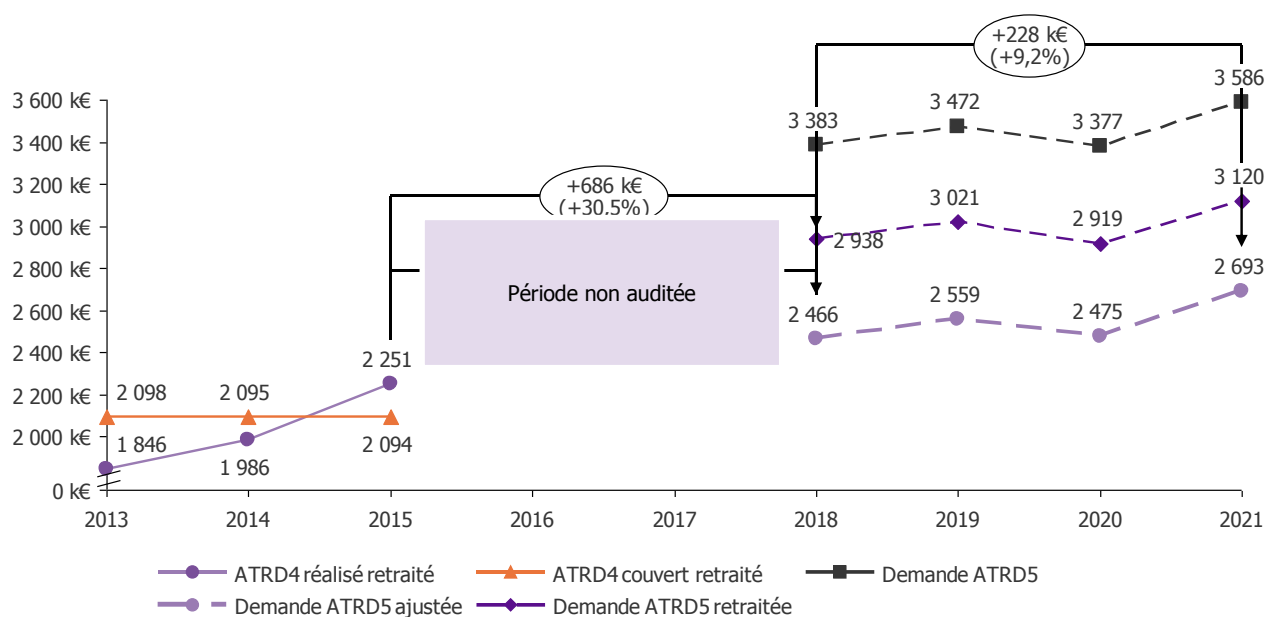


Après ajustements, la trajectoire de charges serait la suivante. L'écart entre 2015 pro forma et 2018 serait de **247 k€**. Les principaux éléments qui expliquent cette augmentation et qui n'ont pas appelé d'ajustement de la part de PMP sont les suivants :

- Les hypothèses d'inflation expliquent **57 k€** d'augmentation entre 2015 et 2018 soit **3%** par rapport au montant 2015 pro forma ;
- Les charges supplémentaires intégrées dans la demande tarifaire de Gedia au titre des nouvelles obligations réglementaires (loi NOTRe et LTECV) ont été pour partie ajustées par PMP. Toutefois, les dépenses suivantes ont été approuvées par l'audit :

- Au poste Services extérieurs, entretien et maintenance, des charges d'environ **13 k€** (soit **0,6%** de 2015 pro forma) par an ont été retenues par PMP au titre de l'élaboration des prévisions pluriannuelles de la consommation, de la mise à disposition de données aux personnes publiques et aux propriétaires et gestionnaires d'immeubles et de l'évolution des CRAC ;
- Au poste Charges de personnel, 0,3 ETP a été pris en compte dans la trajectoire ajustée de PMP afin d'intégrer les nouvelles obligations imposées à l'ELD. Ceci représente une hausse de charge d'environ 11 k€ par an de rémunération brute et 6 k€ de charges sociales. L'augmentation totale de **17 k€** explique donc une augmentation de **0,8%** par rapport à 2015 pro forma ;
- Au poste Charges de personnel, 1 ETP cadre informatique a été intégré à la trajectoire ajustée proposée par PMP. Ceci représente une hausse de charge d'environ **42 k€** de rémunération brute et d'environ **23 k€** de charges sociales. Ceci explique une augmentation de **3,1%** ;
- Les charges liées aux impayés acheminement prévues dans la demande tarifaire de Gedia ont été partiellement ajustées mais un montant équivalent à 0,9% des revenus autorisés ajustés par an a été intégré par PMP. Ceci représente en moyenne **46 k€** (soit **2,2%** du montant 2015 pro forma) par an sur la période ATRD5 ;
- Compte tenu du franchissement du seuil légal de 50 salariés en 2014, un accord de Participation a été intégré dans la demande tarifaire de Gedia. Le montant budgété est d'environ **67 k€** (soit **3,2%** du montant 2015 pro forma) par an sur la période ATRD5.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	2 417 025	2 414 169	2 413 565
Retraitements	-319 285	-318 942	-319 894
Dépenses de communication	-6 918	-6 969	-6 997
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
Aides commerciales	-42 531	-42 846	-43 021
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
ATRD4 couvert retraité	2 097 739	2 095 227	2 093 671

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	2 209 677	2 412 875	2 640 290
Retraitements	-363 290	-427 351	-388 812
Aides commerciales	-26 289	-75 782	-53 614
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
Dépenses de communication	-73 342	-75 075	-61 574
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
ATRD4 réalisé retraité	1 846 387	1 985 524	2 251 478

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	3 383 334	3 471 762	3 377 367	3 585 535
Retraitements	-445 660	-450 951	-458 645	-465 260
Impayés acheminements	-20 433	-19 972	-21 691	-20 907
Aides commerciales	-69 598	-70 571	-71 639	-72 861
Redevances hors RODP	[Confidentiel]			
Périmètre non péréqué				
Retraitement charges d'entretien des postes de livraison	-19 000	-19 000	-19 000	-19 000
Dépenses de communication	-71 645	-72 646	-73 746	-75 004
Demande ATRD5 retraitée	2 937 674	3 020 812	2 918 723	3 120 276

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	3 383 334	3 471 762	3 377 367	3 585 535
Retraitements	-445 660	-450 951	-458 645	-465 260
Ajustements	-472 060	-461 491	-443 296	-426 973
Demande ATRD5 ajustée	2 465 614	2 559 321	2 475 427	2 693 303

2. Contexte et objectifs de l'audit

2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96% de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4% restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1^{er} juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Caléo ;
- Gedia ;
- Vialis ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- les charges d'exploitation ;
- et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Gedia.

2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

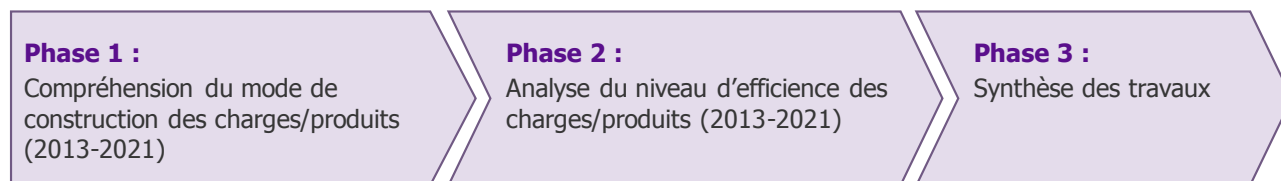
Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.

Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec le couvert ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD. De plus, des comparaisons avec les données GRDF issues de l'audit menées par le cabinet Schwartz en 2015 sur la demande tarifaire ATDR5 ont aussi été menées afin d'analyser le niveau d'efficacité des CNE de chaque ELD.

La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficace des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

4. Présentation de l'activité de l'ELD

Gedia a pour activités :

- La distribution et la fourniture de gaz naturel dans la ville de Dreux et dans 23 communes d'Eure et Loir et de l'Eure ;
- La distribution et la fourniture d'électricité sur la ville de Dreux ;
- La gestion de l'éclairage public de la ville de Dreux.

La ville de Dreux est actionnaire à 52% de Gedia.

En plus de ses activités gaz péréquées, Gedia a conclu deux contrats de concessions non péréquées en 2010 et 2013 avec les communes de la Chapelle Forainvilliers et Croisilles.

Chiffres clés 2015 :

- Longueur de réseau Gaz : [Confidentiel] ;
- CA GRD Gaz : 5,9 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 19,7 ;
- Nombre de PDL : 13 263 ;
- Consommation brute corrigée du climat : [Confidentiel]

Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz a diminué de 0,8% entre 2013 et 2015 puis restera quasiment stable sur la période 2015-2021 selon Gedia.

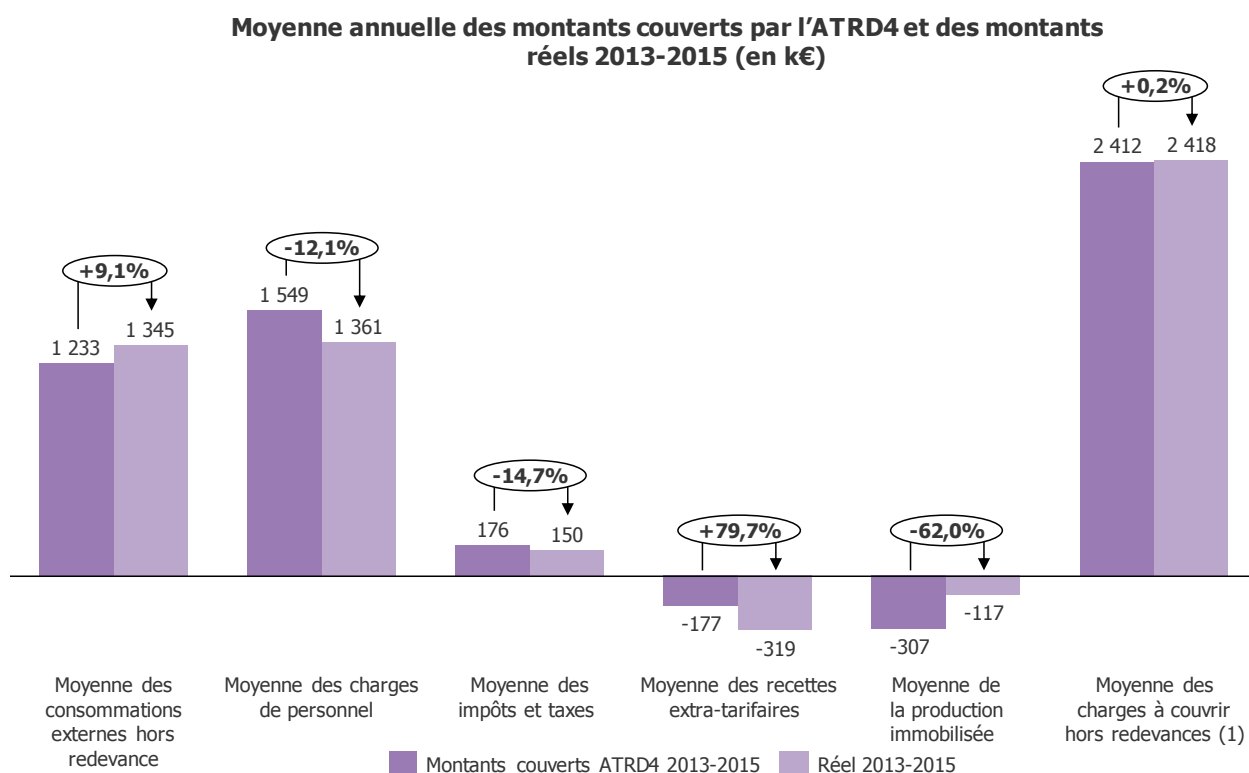
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	2 923	2 816	2 806	2 750	2 695	2 641	2 588	2 536	2 486
T2	10 284	10 388	10 284	10 335	10 387	10 439	10 491	10 544	10 596
T3	151	152	167	165	165	165	165	165	165
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	13 364	13 362	13 263	13 257	13 253	13 251	13 251	13 251	13 253

La consommation brute corrigée du climat a diminué de 5,7% sur la période 2013-2015 et diminuera de 2,6% entre 2015 et 2021 selon Gedia.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	4 604	20 843	5 750	5 750	5 693	5 664	5 664	5 664	5 664
T2	209 598	187 590	191 601	191 601	189 685	187 788	185 910	184 051	182 947
T3	144 408	139 226	138 448	138 448	138 171	137 895	137 757	137 895	137 895
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	420 068	416 869	396 277	396 246	393 693	391 191	388 876	387 036	385 812

5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles hors redevance a été globalement identique à celui des charges couvertes.



(1) : Le montant total des charges à couvrir comprend également les ajustements divers (-59 k€ en moyenne) qui n'ont pas pu être imputés à un poste spécifique.

Graphique	Postes retirés du graphique
ATRD4 couvert	Périmètre non péréqué
ATRD4 réalisé	Périmètre non péréqué

5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATDR4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inflation pour calcul ATRD4		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Inflation réelle (source INSEE)	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		1,0190	1,0384	1,0581	1,0782	
<i>cumul IPC réel</i>		1,0074	1,0115	1,0118	1,0138	

5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommation externes hors redevances versées, les charges réelles sur la période 2013-2015 sont en moyenne supérieures de 112 k€ au montant couvert soit un écart de 9,1%.

en € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	117 220	119 821	2 602	118 087	96 232	-21 855	118 571	103 554	-15 017	-11 423
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	174 532	151 435	-23 097	176 125	209 419	33 294	171 267	126 907	-44 360	-11 388
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	6 224	6 072	-152	6 270	575	-5 695	6 296	9 620	3 324	-841
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	31 627	32 944	1 318	31 861	38 161	6 300	31 991	37 109	5 118	4 245
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]									
<i>Dont occupation des sols</i>										
<i>dont redevance de desserte</i>										
<i>dont redevances de droit de contrôle</i>										
<i>dont autres redevances</i>										
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	376 002	375 371	-631	378 453	342 740	-35 713	380 671	367 335	-13 336	-16 560
<i>dont informatique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont sécurité des installations intérieures</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurances (616xxx)	87 957	93 151	5 194	88 927	92 368	3 441	88 632	92 587	3 955	4 197
Frais de recherche (617xxx)	12 085	13 520	1 435	12 175	15 646	3 471	12 225	21 646	9 421	4 776
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]									
Dépenses de Communication (623xxx)	6 918	73 342	66 424	6 969	75 075	68 107	6 997	61 574	54 576	63 036
Aides commerciales (658120)	42 531	26 289	-16 242	42 846	75 782	32 936	43 021	53 614	10 592	9 095
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	96 805	83 648	-13 157	97 521	128 724	31 203	97 921	156 123	58 202	25 416
Total consommations externes	1 229 989	1 263 694	33 704	1 239 001	1 384 968	145 968	1 230 680	1 387 479	156 799	112 157

Les principaux écarts sont les suivants :

5.2.1 Fournitures non stockables

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+11 k€ soit +11%)** : Ce poste regroupe notamment les fournitures administratives et autres petits matériels. Gedia a indiqué qu'il était donc variable d'une année à l'autre du fait de la taille de l'entreprise et des pertes réseau.
- Le tableau ci-dessous reprend les écarts entre prévus et réalisés :

k€	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne annuelle 2013-2015
Couvert ATRD4	117	118	119	119
Dont pertes réseau ATRD4	50	49	49	50
Réalisé	120	96	104	107
Dont pertes achats réalisées	52	41	37	43
% écart total	3%	-18%	-12%	-10%
% écart hors pertes	1%	-19%	-4%	-9%

5.2.2 Achats stockés

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-11 k€ soit -7%)** : Il s'agit essentiellement de fournitures consommables servant à la construction et à l'entretien du réseau. Les comptes achats stockés et production immobilisée sont fortement liés aux investissements réalisés et donc à la production immobilisée. On constate que la différence entre les postes Achats stockés et Production immobilisée est supérieure au couvert ATRD4. Ainsi, l'entretien et le développement du réseau ont généré plus de charges que prévu sur la période ATRD4

k€	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne annuelle 2013-2015
Couvert ATRD4 achats stockés (A)	175	176	171	174
Couvert ATRD4 production immobilisée (B)	302	308	311	307
A - B	-127	-132	-140	-133
Réalisé achat (D)	151	209	127	163
Réalisé production immobilisée (E)	101	155	94	117
D - E	50	55	33	46

5.2.3 Services extérieurs entretien et maintenance

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-17 k€ soit -7%)** : Le poste est essentiellement composé de charges de maintenance informatique et de bureau, de maintenance du réseau et de sous-traitance cartographie
- Aucune information n'a été transmise par Gedia sur les écarts constatés sur ce poste

5.2.4 Dépenses de Communication

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+63 k€ soit 10 fois le montant couvert) :**

- Aucune information n'a été transmise par Gedia sur les écarts constatés sur ce poste

5.2.5 Prestations externes

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 [Confidentiel] :**

- Selon Gedia, les charges de prestations externes ont augmenté sur la période ATRD4 en raison de l'embauche d'intérimaires avant embauche définitive (par exemple, en 2015, 81 k€ ont été dépensés pour couvrir les prestations d'intérimaires). Cette hausse est à mettre au regard des difficultés de recrutement (voir charges de personnel 5.3.1).

5.2.6 Autres charges

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+25 k€ soit +26%) :** Le poste est essentiellement composé de frais de déplacement, honoraires, frais postaux, téléphone, frais de missions/réceptions, documentations, impayés

- Gedia a indiqué que l'augmentation des Autres charges était essentiellement liée à l'utilisation de Sogelink, logiciel permettant d'améliorer la gestion des déclarations de travaux (DT, DICT et ATU) : Gedia a fourni un détail des opérations qui ne semble pas cohérent avec l'augmentation des opérations décrites : voir annexe 8.3
- Le poste Autres charges a également augmenté en raison de la croissance du nombre de dossiers d'huissiers (22 k€ en 2015).
- Gedia a enfin indiqué que le poste avait évolué en raison d'une augmentation des frais postaux et des frais bancaires notamment liés aux règlements par mandat cash à la Banque Postale (21 k€ en 2015) car de nombreux consommateurs règlent en espèces directement au guichet de la Banque Postale.

5.3 Principaux écarts du poste Charges de personnel

Sur la partie charges de personnel, les charges réelles cumulées sur la période 2013-2015 sont inférieures au montant couvert de [Confidentiel]

[Confidentiel]

5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 [Confidentiel] :** Gedia a justifié la moindre dépense sur ce poste par :

- Les difficultés de recrutement des profils recherchés ;
- Le recrutement de contrats aidés sur les premières années ;
- L'embauche d'intérimaires avant embauche définitive (par exemple, en 2015, [Confidentiel] ont été dépensés pour couvrir les prestations d'intérimaires).

Ces différents éléments d'explication n'ont pas été chiffrés par Gedia.

5.4 Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes

- Sur la partie impôts et taxes, les charges moyennes annuelles 2013-2015 sont inférieures au montant couvert à hauteur de 26 k€ soit 15%.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Taxe foncière	24 456	7 388	-17 068	24 637	7 286	-17 351	24 738	4 930	-19 808	-18 076
Taxe professionnelle	82 539	87 945	5 406	83 150	64 455	-18 695	83 491	62 937	-20 554	-11 281
Taxes assises sur les salaires	43 347	27 824	-15 523	44 664	45 632	968	45 738	77 715	31 977	5 807
Versement transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	23 855	15 520	-8 335	24 031	39 153	15 121	24 130	10 287	-13 843	-2 352
Total impôts et taxes	174 197	138 677	-35 519	176 482	156 525	-19 957	178 097	155 870	-22 227	-25 901

5.4.1 Taxe foncière

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-18 k€ soit -73%) :**
- Gedia avait budgété un montant de taxe foncière mais les montants réclamés par l'administration fiscale ont été inférieurs. Gedia a donc repris sa provision.

5.4.2 Taxe professionnelle

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-11 k€ soit -14%) :**
- L'évolution de ce poste s'explique selon Gedia par les très bons résultats de l'ELD en 2013 (1,6 M€ de résultat d'exploitation au périmètre du GRDG) et a contrario par une baisse de ces résultats en 2014 et 2015 (1,2 M€ et 1,1 M€ de résultats d'exploitation respectivement en 2014 et 2015).

5.4.3 Taxes assises sur les salaires

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+6 k€ soit +13%) :**
- Gedia a indiqué que l'augmentation du poste sur la période tenait compte de l'impact de la croissance de la formation professionnelle dispensée aux nouveaux arrivants. La cotisation a donc été versée au-delà de l'obligation légale sur la période.

5.4.4 Autres

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-2 k€ soit -10%) :**
- Aucune information n'a été transmise par Gedia sur les écarts constatés sur ce poste

5.5 Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires

Les recettes extra-tarifaires cumulées sur la période 2013-2015 dépassent de 141 k€ par an (soit 37%) le couvert ATRD4.

[Confidentiel]

5.5.1 Transfert de charge

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (7 k€ soit +79%) :**

- [Confidentiel]

5.5.2 Autres recettes extra-tarifaires

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (134 k€ soit +80%) :** Le poste Autres recettes extra-tarifaires se décompose de la manière suivante entre 2013 et 2015 :

En €	2013	2014	2015
Facturation prestations catalogue	[Confidentiel]		
Participations forfaitaires sur raccordement			
Travaux pour tiers			
Total	343 856	291 651	271 368

- Gedia a indiqué qu'auparavant toutes les prestations comprises dans le catalogue ne donnaient pas systématiquement lieu à l'émission d'une facture. Il y avait donc un manque à gagner. L'évolution des SI sur la période a permis une automatisation de la facturation et donc une augmentation des recettes.

5.6 Principaux écarts sur le poste Production immobilisée

La production immobilisée cumulée sur la période 2013-2015 a été inférieure de 190 k€ par an au couvert ATRD4.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Montant couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Total production immobilisée	-301 649	-101 338	200 311	-308 167	-154 809	153 358	-310 797	-93 823	216 974	190 214

➤ **Écarts entre le réel et couvert ATRD4 (190 k€ soit +62%) :**

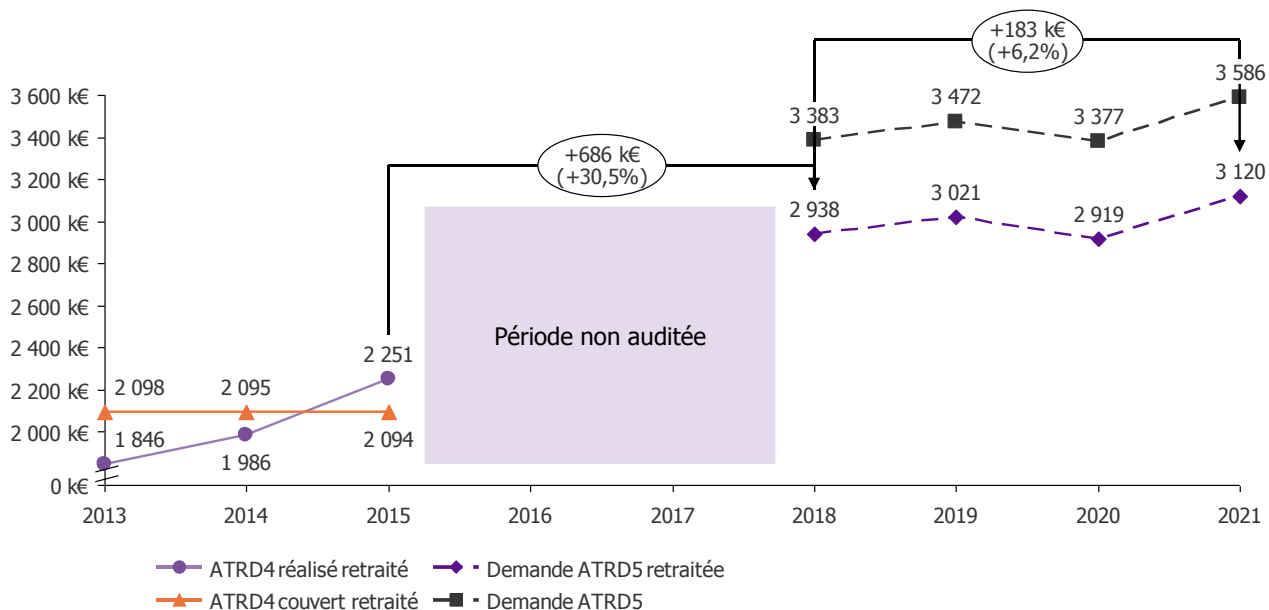
- Selon Gedia, en 2015 un important chantier (205 k€) a été immobilisé pour lequel la partie prestation externe qui ne génère pas d'écriture de production immobilisée était élevée (182 k€) d'où le faible ratio Production immobilisée/Investissement G1 et G2 pour 2015. Il s'agissait d'un lotissement. Les travaux ont été effectués directement par le promoteur.

- De plus la production immobilisée est le reflet de l'année n, mais les investissements (G1 et G2) ne tiennent pas compte des chantiers en cours et peuvent être soldés en année n+1.

En €	2013 R	2014 R	2015 R
Production immobilisée	101 338	154 809	93 823
Investissements G1 et G2	195 702	284 268	502 768
Production immobilisée / G1 et G2	51,8%	54,5%	18,7%

6. Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en M€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	2 417 025	2 414 169	2 413 565
Retraitements	-319 285	-318 942	-319 894
Dépenses de communication	-6 918	-6 969	-6 997
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
Aides commerciales	-42 531	-42 846	-43 021
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
ATRD4 couvert retraité	2 097 739	2 095 227	2 093 671

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	3 383 334	3 471 762	3 377 367	3 585 535
Retraitements	-445 660	-450 951	-458 645	-465 260
Impayés acheminements	-20 433	-19 972	-21 691	-20 907
Aides commerciales	-69 598	-70 571	-71 639	-72 861
Redevances hors RODP	[Confidentiel]			
Périmètre non péréqué				
Retraitement charges d'entretien des postes de livraison	-19 000	-19 000	-19 000	-19 000
Dépenses de communication	-71 645	-72 646	-73 746	-75 004
Demande ATRD5 retraitée	2 937 674	3 020 812	2 918 723	3 120 276

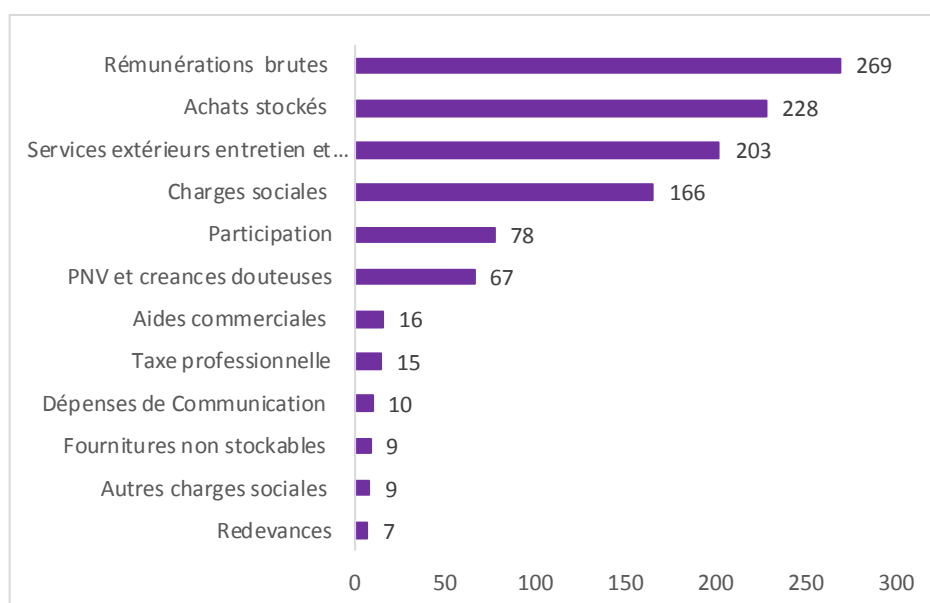
Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	2 209 677	2 412 875	2 640 290
Retraitements	-363 290	-427 351	-388 812
Aides commerciales	-26 289	-75 782	-53 614
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
Dépenses de communication	-73 342	-75 075	-61 574
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
ATRD4 réalisé retraité	1 846 387	1 985 524	2 251 478

6.1 Synthèse de la demande tarifaire de Gedia

Les charges de la demande tarifaire de Gedia augmentent entre 2015 et 2018 de 689 k€ soit + 30,6%.

Les augmentations sont concentrées sur les postes suivants :

Ecart entre 2015 et 2018



- La demande tarifaire de Gedia comprend une nette augmentation des charges de personnel corrélée à l'évolution des effectifs :
 - +0,4 ETP agent gazier à partir de 2016 ;
 - +1 ETP cadre informatique à partir de 2017 ;
 - + 2 ETP agents de maîtrise loi NOTRe et LTECV à partir de 2018 ;
 - + 1 ETP cadre lié à la reconstitution des flux journalière à partir de 2018.
- La deuxième principale hausse demandée concerne les Achats stockés qui s'explique en partie par l'augmentation des investissements qui n'a pas été auditée car en dehors du périmètre de l'audit ;

- Le poste Services extérieurs est en augmentation de 203 k€ entre 2015 et 2018 en raison :
 - De la gestion du risque amiante budgété à 100 k€ / an par Gedia à partir de 2018 ;
 - Des obligations de la loi NOTRe et de la LTECV pour 60 k€ en 2018 puis 10 k€ en 2019, 20 k€ en 2020 et 10 k€ en 2021 ;
 - D'une augmentation de la maintenance informatique en raison des nombreux projets SI programmés sur la période et intégrés dans les investissements de la demande tarifaire de Gedia.

6.2 Hypothèses d'indexation

Hypothèses d'indexation prises par Gedia :

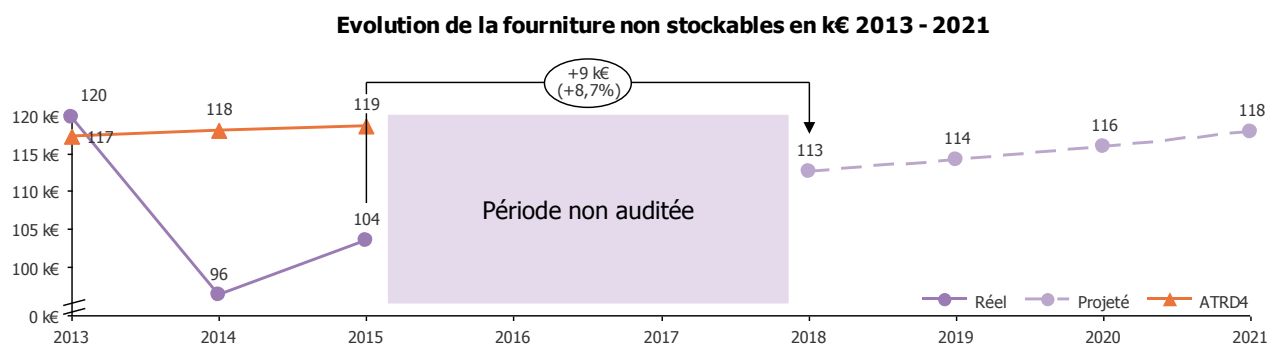
	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
IPC	1,08%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%

PMP observe que ces hypothèses sont bien conformes aux données FMI. Cela n'appelle pas d'ajustements de notre part.

6.3 Détails des principales augmentations

6.3.1 Fournitures non stockables

Le poste Fournitures non stockables évolue de la façon suivante dans la demande tarifaire de Gedia :



Gedia a construit la trajectoire à partir de l'arrondi de la moyenne 2013-2015 soit 110 k€. La suite de la trajectoire a été construite à partir de l'IPC.

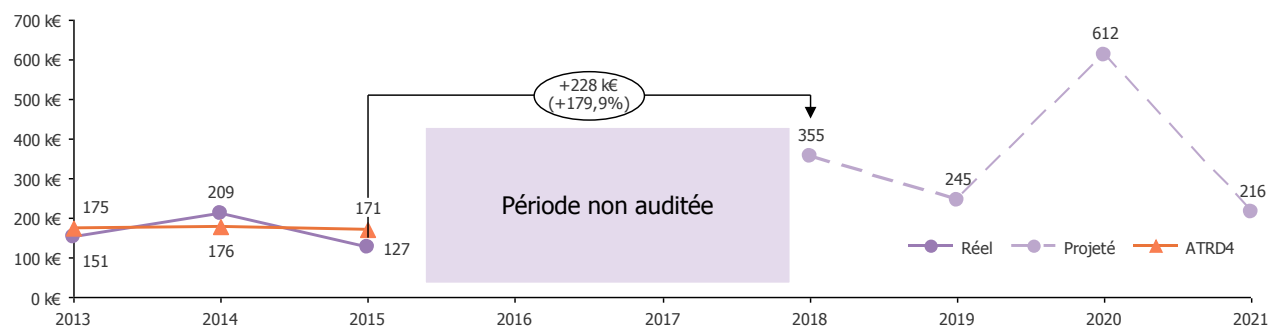
Proposition d'ajustement initiale : La prise en compte de la moyenne 2013-2015 sans tenir compte de l'arrondi, entraîne un ajustement annuel moyen la baisse de **-3 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Gedia accepte l'ajustement effectué par PMP.

6.3.2 Achats stockés

Gedia prévoit une augmentation brute du poste Achats stockés de 228 k€ entre 2015 et 2018 et de 225 k€ si l'on considère l'écart entre 2015 inflaté et 2018.

Evolution des achats stockés en k€ 2013 - 2021



Gedia nous a communiqué le tableau ci-dessous.

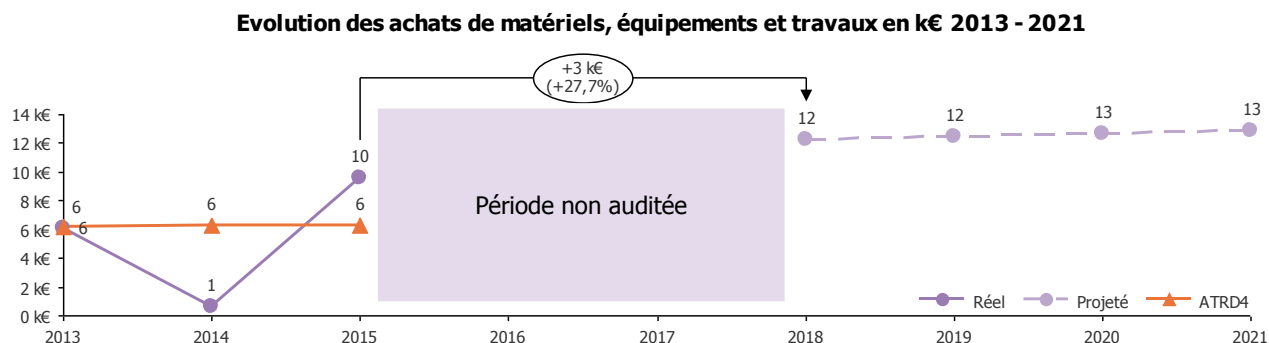
- Les fournitures immobilisées ont été construites en tenant compte de 36% du total des investissements G1 et G2 ;
- Les fournitures non immobilisées ont été construites à partir de la moyenne de 2013-2015 en appliquant l'IPC.

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Fourniture immo	71 734	116 681	62 958	184 563	[Confidentiel]					
Fourniture non immo	79 701	92 738	63 949	78 796						
Total achats stockés	151 435	209 419	126 907	263 359						
% immobilisé / charges	47%	56%	50%	70%						
Investissement G1 et G2	195 702	284 268	502 768	507 740						
Fourniture immo / investissement	37%	41%	13%	36%						

Le mode de projection de cette charge est apparu cohérent au regard de l'évolution parallèle de la production immobilisée.

6.3.3 Achats de matériel, équipements et travaux

La trajectoire du poste contenue dans la demande tarifaire est la suivante :



Les explications apportées par Gedia concernant l'évolution du poste n'ont pas permis comprendre l'augmentation constatée entre 2018 et la moyenne de 2013-2015.

Proposition d'ajustement initiale : La prise en compte de la moyenne 2013-2015 entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de **-7 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Gedia accepte l'ajustement proposé sur la base de la moyenne inflatée des années 2013-2015, malgré la forte variabilité des valeurs et un point particulièrement faible sur ces trois années.

6.3.4 Redevances

Le détail des redevances versées par Gedia sur la période ATRD4 a été fourni et figure ci-dessous :



Les charges ont été projetées à partir de 2016 au moyen de l'IPC.

Proposition d'ajustement initiale : Le montant des redevances R1 et R2 a été retiré de la demande tarifaire par PMP conformément aux précédentes décisions de la CRE ce qui entraîne un ajustement moyen à la baisse de **-261 k€** par an.

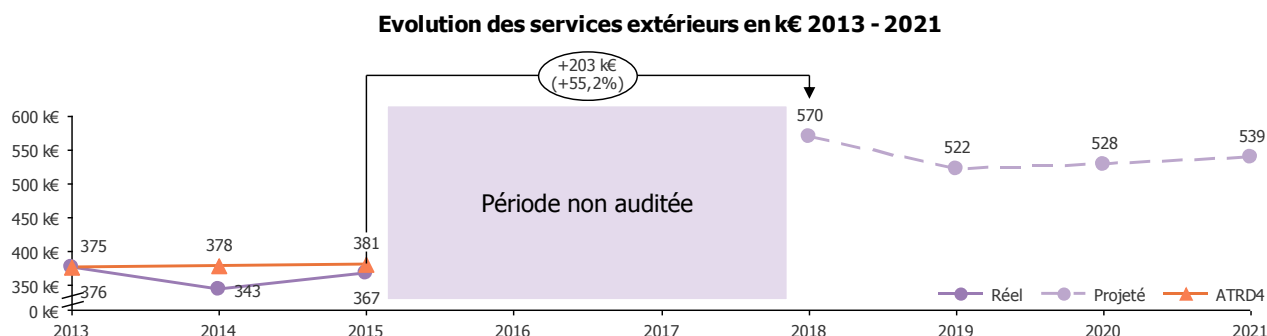
Réponse de l'ELD :

Gedia s'oppose à cet ajustement de PMP. Selon Gedia, toutes les redevances ont été couvertes sur l'ATRD4 et Gedia ne comprend pas ce changement de la CRE. Gedia demande le maintien de cette dépense contractuelle et des explications sur ce qui peut justifier la suppression de la couverture d'une dépense constatée.

Proposition d'ajustement finale : En cohérence avec ce qui a été couvert pour les autres ELD, seule la redevance d'occupation des sols est conservée. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **-265 k€**. L'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE ultérieurement.

6.3.5 Services extérieurs

Gedia prévoit une augmentation des Services extérieurs de 203 k€ entre 2015 et 2018 soit +55,2%. En tenant compte d'une valeur 2015 inflatée, l'écart est de 193 k€.



L'augmentation des charges entre 2015 et 2018 demandées par Gedia est essentiellement due à la prise en compte du **risque amiante** :

- Gedia a indiqué qu'à partir de 2017, elle mettrait en application les dispositions du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Cela concerne toutes les opérations sur enrobé bitumineux amenant à déstructurer les matériaux ou à émettre de la poussière. En cas de présence d'amiante, les dispositions à prendre pour réaliser les travaux sont définies par les articles R4412-94 à 148 du code du travail (décret du 4 mai 2012 modifié par le décret 2013-594 du 5 juillet 2013) ;
- [Confidentiel]
- Gedia a indiqué que la gestion de l'amiante n'avait pas été prise en compte dans l'ATR4 et n'a pas été mise en application à ce jour par l'ELD ;
- Aucun investissement n'est prévu au titre de la gestion du risque amiante sur la période ATRD5 ;
- Le détail du calcul effectué par Gedia se trouve en annexe 8.4.

Proposition d'ajustement initiale : Les montants demandés par Gedia sont nettement supérieurs à ceux demandés par les autres ELD pour le risque amiante. Par ailleurs, ces chantiers devraient donner lieu à un investissement, contrairement à ce qu'affirme Gedia et donc à un montant en production immobilisée qui compenserait les charges. En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, notamment pour GRDF, l'ensemble de la charge supplémentaire est ajusté. Cela conduit à un ajustement à la baisse de - **100 k€/an.**

Réponse de l'ELD :

Gedia s'oppose à l'ajustement sur le risque amiante. Sur les travaux qui demandent une prise en compte de l'amiante, Gedia a analysé sur les années 2013-2016 la proportion qui relève d'intervention d'entretien (38,49%) ou de réparation de celle qui relève du renouvellement (61,51%). Le détail est en annexe 8.4. Bien que Gedia considère toujours que les coûts amiante ne valorisent pas l'actif et ne doivent pas être considérés comme un investissement, l'ELD propose de prendre 38% de ces coûts en charges (entretien), soit 38 k€/an, et 62% de ces coûts en investissements (renouvellement).

PMP mentionne que certaines ELDs ne font pas de demandes sur le sujet, ce qui est expliqué selon l'ELD par le fait que les bitumes, notamment en Alsace, ne contiennent pas d'amiante et/ou HAP.

PMP mentionne qu'une autre ELD a fait la même demande, mais avec des chiffres inférieurs pour les coûts de carottage et d'analyse. Gedia reste à la disposition de la CRE pour la présentation de tout devis indiquant des travaux moins onéreux et sera prêt à challenger les devis de ses fournisseurs.

Proposition d'ajustement finale : PMP maintient son ajustement initial au motif que ces charges devraient donner lieu à un investissement. Cet ajustement est cohérent avec le traitement dans le tarif ATRD5 de GRDF et proposé également pour les autres ELD.

- De plus, Gedia a intégré dans sa demande tarifaire au sein du poste Services extérieures des charges supplémentaires liées à la loi NOTRe et à la LTECV. Celles-ci expliquent **60 k€** de l'écart constaté entre 2015 et 2018. Les charges budgétées par Gedia sont les suivantes :

	En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018 - 2021	Hypothèses retenues
Prévision pluriannuelle de la consommation	[Confidentiel]						
Mise à disposition de données énergie aux personnes publiques et aux propriétaires et gestionnaires d'immeubles (1)							
Evolution des Comptes Rendus Annuels de concession (2)							
Total demandé par l'ELD		60	10	20	10	25	
Total ajusté par PMP		-30	-5	-10	-5	-13	50% des charges sont retenues par PMP

Proposition d'ajustement initiale : Au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de Services extérieurs affectée à la loi NOTRe et LTECV rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le budget de 50 k€ cumulés sur la période ATRD5 soit un ajustement annuel moyen à la baisse de **-13 k€**.

Réponse de l'ELD :

Gedia a communiqué une analyse détaillée des charges supplémentaires liées à la loi NOTRe et à la LTECV. L'ajustement à la baisse de 50% des charges annuelles sur la période ne lui semble pas justifié. En effet, les charges demandées relèvent essentiellement de paramétrages informatiques, ce qui est totalement indépendant du nombre de PDL.

D'autre part, Gedia souligne qu'ils n'ont pas pris en compte à ce stade les éventuels coûts liés à la création d'une agence de données partagées de l'ensemble des gestionnaires de réseaux qui est en cours d'étude.

Au sujet de la prévision pluriannuelle de la consommation, la CRE estime que Gedia pourrait ne pas être concerné par le décret du fait de sa taille et la marginalité de ses données. Si Gedia est d'accord avec l'analyse de la CRE sur la pertinence de ses données agrégées au niveau national, Gedia mentionne que le décret n'exclut pas les ELDs de petites et moyennes tailles, et doit donc être en mesure de répondre aux éventuelles demandes de GRT Gaz.

Concernant les montants relatifs aux CRAC (10 k€/an), Gedia explique qu'il s'agit de la rédaction, mise en forme, impression et façonnage des documents qui deviennent beaucoup plus détaillés qu'auparavant, et dont une partie sera sous-traitée.

Gedia demande à minima le maintien des coûts de paramétrages informatiques, la garantie de la CRE que Gedia n'aura pas à fournir de prévision pluriannuelle de la consommation si les charges afférentes sont retirées (20 k€), et un coût de réalisation des CRAC à minima de 5 k€/an (avec 1 ETP pour la loi NoTRE et LTECV)

Proposition d'ajustement finale : PMP note que la trajectoire proposée par Gedia lors du contradictoire est proche de la trajectoire proposée par PMP. Néanmoins, les nouveaux éléments ne remettent pas en cause l'ajustement proposé, notamment au regard de la comparaison avec les autres ELD.

- Par ailleurs, Gedia a indiqué que l'augmentation de la maintenance informatique sur les différents SI induisait une augmentation de **33 k€** entre 2015 et 2018. Gedia a fait mention dans sa demande tarifaire des investissements ci-dessous. Rapportée à ces investissements, la charge de maintenance représente 12% des montants d'investissement :
 - 72 k€ pour la partie comptabilité générale ainsi que les aspects d'archivage, dématérialisation de documents et reconnaissance de factures ;
 - 137 k€ pour la partie gestion de stock et chantiers réseaux ;
 - 66 k€ pour la partie Système d'Informations liée à la relève et la facturation.

Proposition d'ajustement initiale : L'augmentation de la maintenance informatique nous est apparue arbitraire et insuffisamment justifiée. Les coûts de maintenance de ces projets sont exclus de la demande tarifaire tant que des gains avérés et significatifs ne sont pas démontrés par Gedia. Cela représente un impact annuel moyen à la baisse de **-34 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

Cette charge représente 12% des investissements, ce qui est plutôt une fourchette basse car la maintenance informatique est bien souvent à 15%, voire plus, des investissements. Gedia a communiqué les devis des nouveaux logiciels en cours d'implémentation, dont la part gaz est la suivante : [confidentiel]

Gedia a confirmé que la clé de répartition qui était utilisée pour affecter ces charges au GRD était de 50%. Gedia demande donc la couverture d'un total de nouvel maintenance informatique de 30 136 €.

Proposition d'ajustement finale :

Les devis fournis par Gedia n'ont pas permis de justifier tous les montants mentionnés par Gedia au titre de la maintenance des logiciels.

[Confidentiel]

PMP propose d'intégrer les montants de maintenance indiqués dans les devis. Ceci représente un montant annuel de 8,7 k€ au total. Par rapport aux 33 k€ intégrés initialement dans la demande tarifaire de Gedia, cela représente un ajustement annuel moyen de **-24 k€**.

Enfin, Gedia a intégré les charges d'entretien des postes de livraison dans sa demande tarifaire pour un montant de 19 k€ par an équivalent au montant observé en 2015. Cependant, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 modifie les conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que les gestionnaires de réseau de transport de gaz assurent à ses frais les opérations ci-dessous :

- Pour les postes de livraison : les adaptations aux évolutions de prévision ou de livraison, le renouvellement, l'exploitation et la maintenance ;
- Pour les branchements : l'exploitation et la maintenance y compris les réparations éventuelles de tronçons du branchement dans le respect de la réglementation.

Proposition d'ajustement initiale : Au regard des changements réglementaires entre les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz, le poste services extérieurs, entretien et maintenance contient des charges qui ne sont pas couvertes par le tarif ATRD5. PMP propose ainsi un ajustement à hauteur de **-19 k€** par an afin de retirer ces anciennes charges de la demande tarifaire.

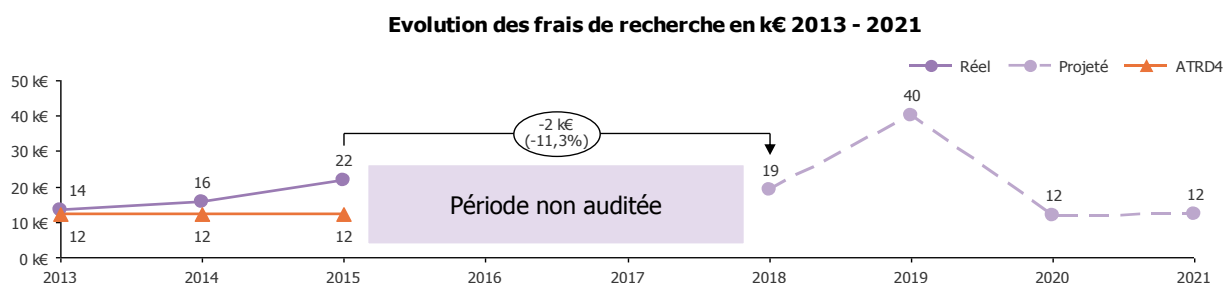
Réponse de l'ELD : GRT Gaz continue de facturer à Gedia la maintenance des postes de livraison, y compris dans le cadre d'un futur rachat de ses postes de livraison. Gedia a fourni le projet de contrat avec GRT gaz. De plus GRT Gaz propose à Gedia d'acheter ses postes de livraison pour 1€ symbolique, alors que ces derniers ont une valeur résiduelle de plusieurs centaines de milliers d'euros dans les comptes de Gedia tout en maintenant le coût de maintenance. Dans son article 3., GRT Gaz écrit : « D'une manière générale, le transfert de propriété ne modifiera pas les éléments de prix relatifs à la maintenance du Branchement « Vernouillet Aéroport » et « Dreux les Chamards » décrit dans l'article 8.1 des Conditions Particulières du Contrat de Raccordement qui demeure applicable entre les Parties. Ce transfert de propriété n'aura également pas d'impact sur les éléments de prix relatifs au tarif d'acheminement. »

A ce jour, rien ne nous laisse envisager ce transfert de charges dans les discussions avec GRT Gaz.

Proposition d'ajustement finale : PMP maintient son ajustement au regard des changements réglementaires mentionnés. Toutefois les conditions de transferts de propriétés et de règlement de la maintenance seront étudiées ultérieurement par la CRE.

6.3.6 Frais de recherche

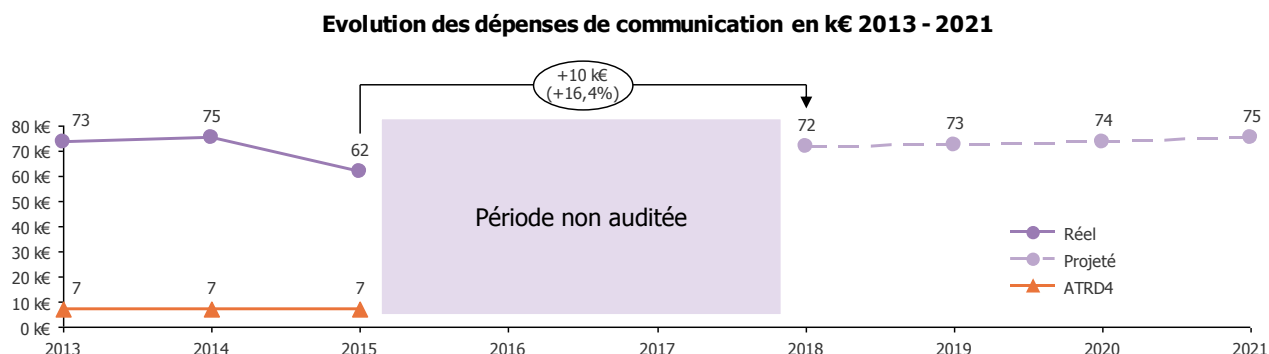
La demande tarifaire de Gedia présente la trajectoire suivante concernant les frais de recherche.



Gedia a indiqué que l'intitulé du compte n'était pas représentatif de son contenu. Il s'agit essentiellement des frais d'études ou d'audit. La hausse constatée en 2019 correspond aux prévisions d'audit CRE : charges d'audit et conseil pour la préparation de la demande tarifaire. Ce montant nous a paru cohérent et n'appelle pas de commentaire de notre part.

6.3.7 Dépenses de communication

La demande tarifaire de Gedia présente la trajectoire de charges suivante concernant le poste Dépenses de communication :



Lors du rapprochement entre les comptes dissociés de Gedia et la demande tarifaire, des écarts ont été constatés sur le poste Dépenses de communication. Par exemple, en 2015, 62 k€ sont renseignés dans la demande tarifaire alors que les comptes dissociés présentent les montants ci-dessous :

[Confidentiel]

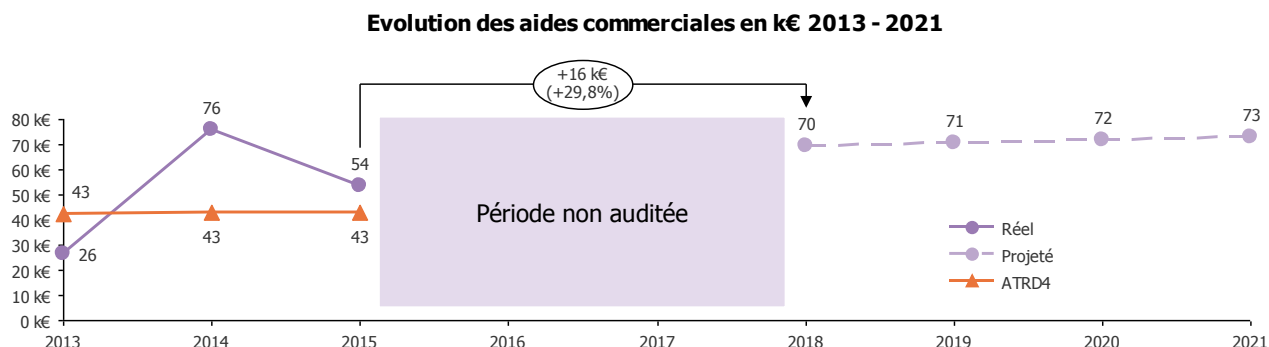
Gedia a indiqué que la dissociation entre la part GRD et la part fournisseur de la balance est extra comptable et qu'une erreur avait eu lieu lors de cette dissociation. Le montant de la demande tarifaire est donc surévalué de 34 k€ en 2015. Gedia ayant tenu compte des montants 2013-2015 pour construire la trajectoire ATRD5, celle-ci est également surestimée.

Proposition d'ajustement initiale : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses de communication externe liées au développement de l'activité gaz. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **-73 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Gedia constate l'ajustement du périmètre et rappelle son souhait d'un mécanisme simple et pertinent par rapport à sa taille.

6.3.8 Aides commerciales

En ce qui concerne les Aides commerciales, la demande tarifaire de Gedia présente la trajectoire suivante :



En rapprochant les comptes dissociés de Gedia et la demande tarifaire, PMP a constaté que les charges d'aides commerciales mentionnées dans la demande tarifaire (54 k€ en 2015) étaient en réalité affectées au fournisseur dans les comptes dissociés de Gedia. L'ELD a indiqué que cette charge a été affectée à tort au fournisseur : il s'agit de primes versées pour des changements de chaudière donc à affecter au GRDG.

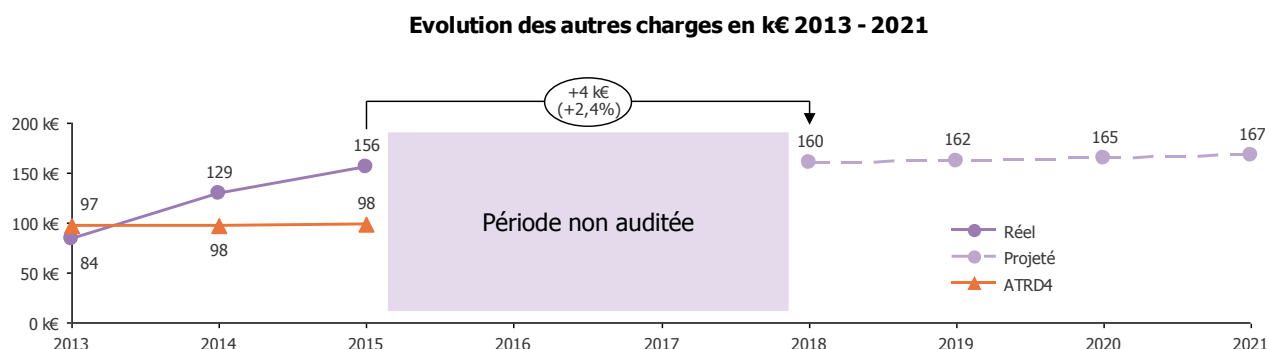
Pour l'ATRD5, Gedia a anticipé une hausse des nouveaux programmes immobiliers sur son territoire : le montant de la demande tarifaire de 2016 augmente de 27% par rapport à 2015.

Proposition d'ajustement initiale : Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci conduit à un ajustement à la baisse de **-71 k€** par an sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Gedia valide l'ajustement de PMP et rappelle son souhait d'un mécanisme simple et pertinent par rapport à sa taille.

6.3.9 Autres charges

Le poste Autres charges a été projeté de la manière suivante :



On constate une très nette augmentation de cette charge entre 2013 et 2015 : +87%. Cette augmentation a été justifiée par Gedia par l'augmentation du nombre de processus de recouvrement, des frais postaux et des frais bancaires.

A titre d'information, Gedia a communiqué le nombre d'actes qui ont été réalisés à partir de 2012 :

	2012 R	2013 R	2014 R	2015 R
Huissiers (nombre/an)	571	535	692	686

Les charges de la période ATRD5 ont été projetées par Gedia à partir de 2015.

Proposition d'ajustement initiale : La prise en compte de la seule année 2015 comme référence de la trajectoire tracée par l'ELD ne nous a pas paru satisfaisante dans la mesure où cette année a pu être exceptionnelle. La prise en compte de la moyenne 2013-2015 entraîne un ajustement annuel moyen à la baisse de **-34 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD :

Dire que l'année 2015 a pu être une année exceptionnelle pour justifier l'ajustement proposé n'est pas exact, ni fondé. Pour démontrer l'explosion de la précarité énergétique depuis environ 2 ans, Gedia a fourni l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs, y compris avec les chiffres 2016 et le premier trimestre 2017, qui mettent en évidence une trajectoire très différente de la moyenne 2013-2015 :

	2013	2014	2015	2016	1er Tri 2017
Nbre dossiers "contentieux"/an	303	692	686	975	368
Nbre de prélèvements impayés/an	3350	3688	5783	7227	
Nbre appels téléphonique accueil/an		27 237	34 204	34 614	9124
Nbre visites accueil/an	18 339	17 372	20 480	20 466	5173

Gedia demande a minima le maintien de sa demande initiale (qui est inférieure à la trajectoire 2015-2017).

De plus, compte tenu de l'agressivité croissante de la clientèle et d'un incident grave survenu le mardi 11 avril dernier Gedia envisage de mettre rapidement une sécurisation de son accueil avec un vigile pendant les heures d'ouvertures (société extérieure) comme cela est effectué entre autres dans les bureaux de poste locaux. Le surcoût est de 33 k€/an. Le devis reçu pour assurer la sécurité de son personnel de recouvrement sur 12 mois a été fourni par Gedia et figure en annexe 8.7. L'application de la clé de répartition du recouvrement (50/50) conduit à une charge de **16 k€** par an. Gedia demande l'ajout de cette charge nouvelle de 16.284,23 € HT dans sa demande tarifaire.

Proposition d'ajustement finale :

- PMP a pris note de l'évolution des indicateurs fournis par Gedia. Toutefois, rien ne permet de penser que le niveau atteint se poursuivra durablement sur la période à venir. PMP propose donc de maintenir son ajustement initial.
- PMP intègre dans la trajectoire de coûts les charges de vigile pour lequel un devis a été fourni par Gedia. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la hausse de **16 k€** par an sur l'ATRD5.

6.3.10 Charges relatives aux impayés acheminement

Gedia a également budgété dans sa demande tarifaire un montant pour couvrir la gestion des impayés acheminement.

A la suite de la décision du CoRDiS du 19 septembre 2014, Gedia a tenu compte du fait qu'il lui incomberait désormais de supporter la charge des impayés relative aux tarifs d'acheminement sur le réseau de distribution. L'ELD demande donc la couverture par le tarif ATRD5 des sommes qui pourraient être dues aux fournisseurs en application de cette décision.

Elle estime le montant annuel d'impayés acheminement à compter de l'année 2018 à 65 k€ par an. La charge a ensuite été projetée grâce à l'IPC sur la période ATRD5.

Gedia a indiqué lors de l'audit que Dreux figurait parmi les dix villes les plus pauvres de France (taux de chômage deux fois supérieur au taux moyen national avec plus de 40% d'habitat social) et qu'à ce titre, le pourcentage d'impayés pouvait être supérieur à celui constaté au sein des autres ELD.

La CRE a décidé pour GRDF de retenir un ajustement de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel. Si cette orientation est retenue de manière uniforme pour les ELD, les charges d'impayés de Gedia sont ajustées de :

En k€	2018	2019	2020	2021	Moyenne
CCN	2 636	2 697	2 702	2 701	2 684
OPEX ajustés (hors impayés)	2 486	2 579	2 497	2 714	2 569
Revenu autorisé ajusté	5 122	5 276	5 199	5 416	5 253
Impayés acheminement - demande de l'ELD (A)	67	67	68	70	68
Impayés acheminement - calcul PMP (B)	46	47	47	49	47
Ecart (B-A)	-20	-20	-22	-21	-21

Proposition d'ajustement initiale : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminement qui ont été intégrés dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour Gedia entraînerait un ajustement annuel moyen à la baisse de **-21 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Gedia se trouve dans une situation totalement atypique de la moyenne nationale en termes de clientèle défavorisée et de bassin économique en crise. Gedia demande donc le maintien de la demande initiale de Gedia avec la prise en compte des charges réelles dans le CRCP.

La CRE confirme que cette charge est bien prise en compte dans le CRCP.

Proposition d'ajustement finale : PMP maintient son ajustement initial, cette charge étant bien prise en compte dans le CRCP.

6.3.11 Rémunération brute

[Confidentiel]

Les hypothèses d'augmentation du salaire moyen qui ont été considérées par Gedia sont les suivantes :

Augmentation en %	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Salaire national de base	[Confidentiel]						
GVT Positif							
Total							

➤ [Confidentiel]

➤ Concernant la valeur du salaire national de base (SNB), le réalisé 2016 [Confidentiel] En 2017, nous relevons qu'un gel de cet indice d'évolution salariale dans les industries électriques et gazières (IEG) a été annoncé le 12 décembre 2016 par les employeurs de la branche. Dans ce cadre, les organisations syndicales ont demandé l'ouverture de négociations au cours du 1er trimestre 2017. A notre connaissance aucune nouvelle annonce des employeurs de la branche n'est intervenue à ce jour. En cohérence avec l'annonce du 12 décembre 2016 des employeurs de la branche des IEG, nous proposons de reconduire à ce stade, pour 2017, la valeur de l'indice SNB constatée en 2016 [Confidentiel]. Si de nouvelles décisions concernant l'évolution du SNB pour 2017 venaient à être prises par les parties prenantes de la branche IEG, cet ajustement pourrait être revu en conséquence.

Par ailleurs, au-delà des augmentations de salaires du personnel présent en 2015, Gedia prévoit une augmentation de 4,4 ETP entre 2015 et 2018. [Confidentiel]

Les ETP supplémentaires demandés par Gedia ont été justifiés comme indiqué ci-dessous : [Confidentiel]

[Confidentiel] ETP agent gazier : Gedia n'a pas fourni d'information sur les raisons de cette embauche et sur l'affectation de ce poste au GRDG ;

[Confidentiel] ETP Cadre informatique : [Confidentiel] Jusqu'alors, Gedia ne possédait pas de responsable informatique, la gestion et la maintenance des serveurs et logiciels étant sous-traitées. La nécessité [Confidentiel] a été justifiée par Gedia par les raisons suivantes :

Selon Gedia, l'ouverture des marchés et la fin des tarifs réglementés de vente de gaz pour tous les consommateurs ayant une consommation supérieure à 30 MWh par an conduit à une hausse constante des échanges entre le GRD et le fournisseur, que ce soient des flux de données, du traitement des demandes d'interventions, ou encore de la gestion des contrats d'acheminement. Cette hausse des échanges ne permet plus aujourd'hui de fonctionner par simple échange de mails. La mise en place de nouveaux outils de gestion des demandes pour respecter les délais de réponses et de réalisation, d'outils de contrôle de données par requêtes, et d'interfaces pour l'intégration et l'envoi de flux normés, automatisés et aux formats imposés sont indispensables selon Gedia pour assurer un fonctionnement correct et pérenne ;

Selon Gedia, ces dispositifs permettront d'assurer l'éventuelle fin de tarifs réglementés de vente de gaz pour l'ensemble des consommateurs et les milliers de demandes de changements de fournisseurs ;

Enfin, de nombreux décrets, dont certains sont encore en projet, viennent sensiblement impacter le GRD par la mise à disposition d'une multitude de nouvelles données aux clients finaux, aux collectivités, aux autorités concédantes et fournisseurs. Cela conduira à des modifications importantes des SI.

[Confidentiel] ETP pour la loi NOTRe et la LTECV : Gedia prévoit d'embaucher 2 ETP pour la loi NOTRe et la LTECV. Les nouvelles obligations qui découlent de ces lois sont indiquées en annexe 8.9.

[Confidentiel] ETP Cadre ingénieur RDF : A partir de 2018, Gedia prévoit d'embaucher un cadre ingénieur. Cette embauche a été justifiée par Gedia par les éléments suivants :

L'ouverture des marchés et la fin des tarifs réglementés de vente de gaz pour tous les consommateurs ayant une consommation supérieure à 30 MWh par an ont conduit en deux ans à la multiplication par 15 du nombre de consommateurs chez un fournisseur alternatif. Cette augmentation a impacté directement la réalisation de la reconstitution des flux, c'est-à-dire le dispositif permettant la réconciliation des quantités acheminées par le GRD et livrées à chaque fournisseur. Cette réconciliation doit être envoyée au GRTGAZ afin qu'il puisse maintenir à tout moment l'équilibre physique du réseau ;

A l'heure actuelle, cette réconciliation est réalisée de manière manuelle, sur des outils de bureautique, tous les débuts de mois à J+5 ouvrés obligatoirement. Elle est réalisée à partir des index réels relevés sur chaque PDL lorsqu'un fournisseur alternatif est le titulaire du contrat. L'augmentation du nombre de consommateurs ayant souscrit chez un fournisseur alternatif rend de plus en plus périlleuse la réalisation de cette réconciliation dans les délais, et sans erreur. De plus, Gedia a indiqué avoir de plus en plus de difficulté à collecter l'ensemble des index réels des compteurs entre J+1 et J+4 ;

Pour répondre à ces difficultés, Gedia a indiqué être dans l'obligation de profiler l'ensemble des consommations des différents fournisseurs sur le réseau de distribution. Cela permettra d'envoyer les réconciliations 7 jours sur 7, dans le respect des règles d'allocations. Pour cela, un développement du système d'information pour permettre le profilage, le contrôle, la gestion, et l'envoi des réconciliations quotidiennes est indispensable. De plus, le profilage va entraîner a fortiori la nécessité de gérer des comptes d'écarts, les consommations publiées au GRT n'étant pas basées sur des index réels ;

Pour pouvoir gérer l'ensemble de ces nouvelles tâches, le recrutement d'un agent qualifié semble indispensable à Gedia pour la mise en place fonctionnelle dans le SI, son paramétrage fonctionnel, le contrôle de l'intégration de toutes les données nécessaires aux calculs, le contrôle de la bonne réalisation des calculs quotidiens, l'envoi quotidien des réconciliations et la gestion des comptes d'écarts.

PMP a recalculé le montant des rémunérations brutes : [Confidentiel]

- En appliquant d'une part les hypothèses d'évolution de salaire transmise par Gedia : le calcul effectué par PMP révèle un ajustement à la baisse de **19 k€** en moyenne par an ;
- En retirant les ETP qui n'ont pas été justifiés de manière probante par l'ELD à savoir :

- L'agent gazier supplémentaire ne nous a pas paru justifié étant donnés la stabilité du nombre de consommateurs et le déclin des volumes acheminés sur la période 2015-2021 ;
- Concernant la loi NOTRe et LTECV, au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de personnel rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le nombre d'ETP affectés à ces missions [Confidentiel] ;
- Concernant la fin des tarifs réglementée, cette charge n'étant pas nouvelle pour l'ELD, les deux ETP cadre informatique et cadre ingénieur RDF ne nous semblent pas justifiés ;
- En corrigeant ensuite les hypothèses de SNB pour tenir compte de 0,2% (soit la valeur observée en 2016) à la fois sur l'année 2016 et 2017 : ceci génère un ajustement à la baisse

[Confidentiel]

	20		Eléments de justification des ETP supplémentaires
Rappel des charges de la demande tarifaire (A)	[Confidentiel]		
Agent gazier			
Cadre informatique			Pas de service informatique à ce jour (fiche de poste en annexe)
Agent maîtrise NOTRe			Etablissement de plans prévisionnels triennaux, prise en compte de l'évolution des CRAC (24 communes concernées)
Agent maîtrise LTECV			Passage d'une RDF mensuelle à une RDF journalière plus précise
Cadre RDF			
Augmentations annuelles inflatées			
Calcul PMP avec hypothèse ELD (B)			
Ecart avec la demande tarifaire (B - C)			Art moyen par an : - 19 k€
Calcul PMP en tenant compte des effectifs retirés de la demande tarifaire (D)			

Ecart avec la courbe ajustée des erreurs de calcul (D - B)								[confidentiel]
Calcul PMP en tenant compte du SNB réalisé en 2016 (E)	874	894	931	959	989	1 021	975	
Ecart avec la courbe ajustée des ETP (E - D)	-1	-6	-6	-6	-7	-7	-7	Ecart moyen par an : - 7 k€

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose les ajustements suivants :

1/ Le calcul effectué par PMP à partir des hypothèses d'évolution du salaire et des effectifs révèle un écart qui génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **-19 k€** ;

2/ Concernant le [Confidentiel] ETP d'agent gazier imputé sur le GRDG à partir de 2016, aucune information n'a été transmise par Gedia permettant de justifier cette charge. Par ailleurs, le nombre de consommateurs reste stable et les volumes acheminés baissent. De ce fait, PMP propose d'ajuster cette charge dans l'attente d'information complémentaire. Ceci représente un ajustement annuel moyen à la baisse de **-16 k€** de rémunération brute sur la période ATRD5 ;

3/ Concernant le cadre informatique, selon Gedia, les missions de ce dernier découlent principalement de la reconstitution de flux dans le cadre de l'ouverture des marchés. Cependant, l'ouverture des marchés n'est pas nouvelle et ne justifie pas un accroissement important de l'activité sur la période 2015-2018. Ce recrutement devrait par ailleurs provoquer une baisse des charges externes informatiques qui n'a pas été comptabilisée par Gedia. Faute de gains avérés associés, cette charge est ajustée ce qui représente une baisse de **-45 k€** par an ;

4/ L'ETP supplémentaire demandé par Gedia au titre de la RDF nous semble également non justifié, cette charge n'étant pas nouvelle. De plus la dépense semble surdimensionnée au regard de la taille de l'ELD. La suppression de ce poste entraîne un ajustement à la baisse de **-44 k€ par an** ;

5/ Concernant la loi NOTRe et LTECV, au regard de la comparaison qui a été effectuée entre les neuf ELD de l'audit, il apparaît que la charge de personnel rapportée au nombre de PDL n'est pas dans la moyenne d'un opérateur efficace. PMP propose de réduire le nombre d'ETP [Confidentiel] Ceci conduit à un ajustement à la baisse de **-62 k€** par an en moyenne sur la période ATRD5 ;

6/ La prise en compte du SNB constaté en 2016, [Confidentiel], à la fois en 2016 et en 2017 (année pour laquelle les négociations de branche qui sont actuellement en cours ne permettent pas de définir à ce stade une valeur certaine), conduisent à un ajustement à la baisse de **-7 k€** en moyenne par an.

Le montant global des ajustements sur ce poste est de **-193 k€/an**.

Réponse de l'ELD :

Gedia répond aux différents ajustements :

1/ Gedia n'apporte aucune remarque ;

2/ [Confidentiel]

3/ Pour le cadre informatique, les suivis trimestriels de l'ouverture des marchés faite par la CRE démontrent une croissance constante des contrats en offre de marché. De plus la fin des TRV prévisible pour les

particuliers (attente d'une décision du conseil d'état) se fera sur cette période, et a déjà débuté du fait des prix de marché actuel et de la concurrence forte entre les différents acteurs. Ce qui était encore possible de faire manuellement pour quelques contrats professionnels doit être traité de manière plus professionnelle très rapidement pour faire face à la volumétrie à traiter dans les mois qui viennent. Pour ce faire, Gedia a élaboré une stratégie informatique et des outils et flux nécessaires pour faire face à cette ouverture de masse (schéma de principe en annexe 8.8). Gedia a par ailleurs ajouté que l'ELD travaillait actuellement sur les projets « portail GRD », « mobefluid », « ETL » et « agence de données » au sein d'un groupe de travail commun avec Vialis et GEG pour mutualiser leurs spécifications et demandes de développement auprès de l'éditeur commun Efluid. Enfin, Gedia a expliqué avoir benchmarké quelques ELDs sur les structures propres informatiques, et constaté qu'elle est la seule à avoir ce manque de compétence informatique, qui devient très pénalisant dans les évolutions actuelles et pour pouvoir mener à bien ses projets. Ce cadre informatique sera le chef de projet de toutes les évolutions informatiques définies et devra coordonner tous les sous-traitants, définir les spécifications, faire tous les tests, éventuellement à terme quelques paramétrages, et mettre en place les développements de requêtes à faire sur les problématiques de données. Gedia maintient donc la prise en compte de ce poste de cadre informatique qui a été embauché début février 2017 ;

4/ Gedia souhaite effectuer des travaux de Reconstitution des flux, de manière quotidienne. Aujourd'hui Gedia effectue une RDF gaz mensuelle par défaut (publication des allocations), qui n'est pas conforme aux exigences européennes et françaises. Gedia a fourni sa réponse du 3 mai 2013 à Monsieur Dominique Jamme, directeur des infrastructures à la CRE, sur sa demande de nous conformer rapidement aux règles de reconstitution de flux gaz journalière (voir annexe 0). Gedia est aujourd'hui en ligne avec cette réponse de 2013, et peut envisager de débiter la RDF Gaz journalière en 2018 avec un cadre dédié et la montée de version (v13) du logiciel Efluid. Gedia maintient sa demande d'un cadre dédié à la mise en place, à la gestion et au contrôle quotidien de la RDF Gaz journalière (nouvelle activité) pour se conformer aux règles d'allocations, gérer les flux gaz au quotidien (7/7), le profilage des consommations, le calcul et la gestion des comptes d'écarts par fournisseur, et les relations non discriminantes avec l'ensemble des fournisseurs.

5/ Enfin, à propos de l'ajustement sur la loi NOTRe et LTECV, Gedia exprime à nouveau son désaccord sur la méthodologie de prendre en considération une linéarité totale sur le nombre de PDLs pour définir le besoin. Les lois NOTRe, LTECV et Lemaire sur le numérique demandent la mise à disposition d'un très grand nombre de données, sous différentes formes, sous différentes agrégations, à différents publics (particuliers, collectivités, institutionnels, fournisseurs...). Gedia maintient donc sa demande d'un ETP à partir de 2018 pour cette période tarifaire, puis propose de faire un REX pour analyser l'éventuel besoin d'un ETP supplémentaire.

6/ Gedia n'a aucune remarque concernant la prise en compte du SNB 2016.

Proposition d'ajustement finale : Après avoir pris note du contradictoire de Gedia, voici les ajustements du poste Rémunérations Brutes :

- 1/ Concernant l'évolution des salaires et des effectifs, PMP maintient son ajustement de [Confidentiel];
- 2/ Concernant le [Confidentiel] agent gazier imputé sur le GRDG à partir de 2016, PMP maintient son ajustement de **-16 k€/an** ;
- 3/ Concernant le cadre informatique, au regard des éléments apportés par Gedia, l'ETP supplémentaire a été intégré à la trajectoire proposée par PMP ;
- 4/ Pour l'ETP supplémentaire demandé au titre de la RDF, Gedia a indiqué lors de l'entretien contradictoire qui a été réalisé qu'un ETP était actuellement en charge de la reconstitution des flux mensuelle. Cet ETP,

combiné au cadre informatique pris en compte dans la trajectoire PMP nous semble suffisant pour réaliser le passage à une RDF journalière. PMP maintient donc son ajustement initial de **-44 k€/an** ;

5/ PMP maintient également son ajustement initial de **-62 k€/an** concernant les ETP loi NOTRe et LTECV au regard de la comparaison qui a pu être effectuée avec les autres ELD ;

6/ Concernant la prise en compte du SNB 2016, PMP maintient son ajustement de **-7 k€/an**.

Au global, l'ajustement final proposé par PMP au titre des rémunérations brutes est donc de **[Confidentiel]** par an sur l'ATRD5.

6.3.12 Charges sociales

Gedia prévoit une augmentation des charges sociales de 166 k€ entre 2015 et 2018.

[Confidentiel]

La variation du poste Charges sociales s'explique en partie par les hypothèses d'augmentation de taux qui ont été considérées conformément à la projection de la CNIEG. Cette hypothèse explique **39 k€** parmi l'écart constaté entre 2015 et 2018.

En %	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2021 P	2021 P
Taux de charges sociales	[Confidentiel]								
Effet vieillesse de base									
Effet DSF autres risques									
Total hausse des charges sociales									

Le taux de charges sociales sur rémunération brute en 2015 était de [Confidentiel]. En appliquant les pourcentages d'évolution mentionnés ci-dessous, la trajectoire du taux de charges sociales diffère de celle appliquée par Gedia.

	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Taux appliqués par Gedia	[Confidentiel]							
Hypothèses d'évolution								
Calcul PMP								

En appliquant les hypothèses de la CNIEG, les charges sociales cumulées sur la période ATRD5 déclinent de 19 k€ soit 5 k€ par an. En tenant également compte des ajustements sur la rémunération brute qui sont mentionnés au paragraphe 6.3.11, cela engendre un **ajustement total** à la baisse de **-109 k€** en moyenne par an.

Proposition d'ajustement initiale : En appliquant la trajectoire de taux de charges sociales calculés à partir des hypothèses de la CNIEG à la rémunération brute après ajustements, les charges sociales sur la période ATRD5 diminuent annuellement de **[Confidentiel]** en moyenne sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement est fonction de l'ajustement qui sera proposé sur les rémunérations brutes pour lequel Gedia est en désaccord avec PMP

Proposition d'ajustement finale : En tenant compte de la trajectoire de rémunérations brutes ajustées post contradictoire avec Gedia, les charges sociales sur la période ATRD5 diminueraient annuellement de **[Confidentiel]** en moyenne.

6.3.13 Participation

Compte tenu du franchissement du seuil légal de 50 salariés en 2014, Gedia a indiqué devoir mettre en place un accord de participation à compter de 2017. Cet accord est en cours de finalisation.

Le poste Participation a été budgété à hauteur de **[Confidentiel]** en 2018. Selon Gedia, le montant de la participation légale au titre de l'activité de distribution de gaz naturel s'élève en moyenne à **[Confidentiel]** sur la période ATRD5.

La participation a été calculée au niveau du groupe Gedia en tenant compte d'un mois de salaire puis elle a été affectée au GRD Gaz grâce à la clé de répartition masse salariale.

Le montant de participation de la demande tarifaire de Gedia correspond à 6,9% des rémunérations brutes en 2018. Etant donné que ces rémunérations brutes sont ajustées, PMP propose d'appliquer ce taux à la trajectoire ajustée. Le calcul de PMP est le suivant :

en k€	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Rémunération brute - demande ELD	[Confidentiel]				
Participation (A)					
Taux de participation sur les rémunérations brutes					
Rémunérations brutes ajustées					
Taux de participation - calcul PMP (B)					
Ecart (B - A)	-13	-14	-13	-13	-13

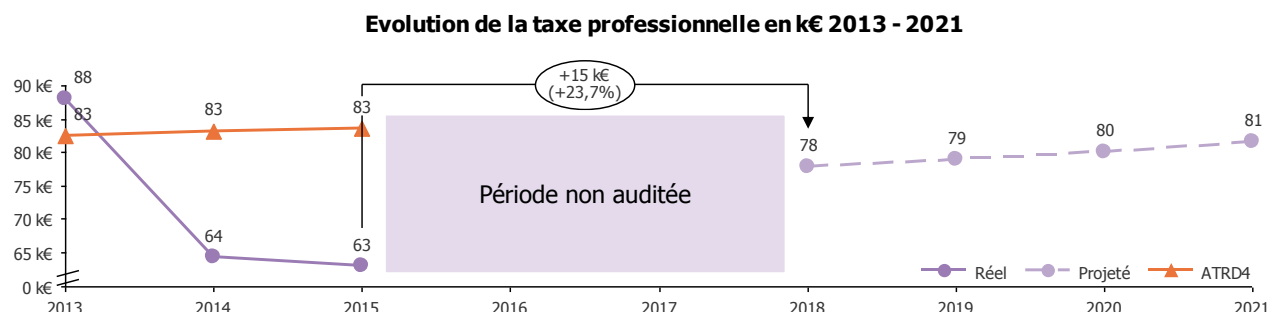
Proposition d'ajustement initiale : PMP propose de calculer le montant de participation à partir de la trajectoire de rémunération brute ajustée. Ceci générerait un ajustement annuel moyen à la baisse de **- 13 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement est fonction de l'ajustement qui sera proposé sur les rémunérations brutes pour lequel Gedia est en désaccord avec PMP.

Proposition d'ajustement finale : En tenant compte de la trajectoire de rémunérations brutes ajustées post contradictoire avec Gedia, la participation sur la période ATRD5 diminuerait annuellement de **- 10 k€** en moyenne.

6.3.14 Taxe professionnelle

Le poste Taxe professionnelle (CVAE et CFE) augmente de 13 k€ entre 2015 inflaté et 2018 alors que le réalisé sur la période 2013-2015 était nettement inférieur au montant couvert de l'ATRD4.



- Gedia a indiqué que la CVAE reçue en 2016 était de 152 k€ au périmètre du groupe. Après dissociation 68 k€ concernent le GRD Gaz (45% du total). La prévision pour les années à venir a été construite à partir de ce montant ;
- La même méthode de projection a été retenue pour la CFE avec un montant 2016 de 17 k€ au périmètre de Gedia dont 8 k€ (45% du total) répartis sur le GRDG. Les hypothèses retenues nous sont apparues cohérentes et en génèrent pas d'ajustement.

6.3.15 Taxes assises sur les salaires

Le poste a été construit en appliquant le ratio Taxe assises sur les salaires / rémunération brute observé en 2016 sur la trajectoire de rémunération brute projetée sur l'ATRD4. Ce ratio était de 5,8% en 2016 selon la demande tarifaire de Gedia.

En appliquant un tel ratio à la trajectoire de rémunération brute ajustée, nous obtenons un ajustement à la baisse d'environ 10 k€ par an sur la période ATRD5.

	En k€	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Demande tarifaire de l'ELD	Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentiel]									
	Taxes assises sur les salaires										
	Taux										
Calcul PMP	Trajectoire ajustée										
	Taxes assises sur les salaires ajustées										
	Ecart				-1	-4	-11	-12	-11	-11	-11

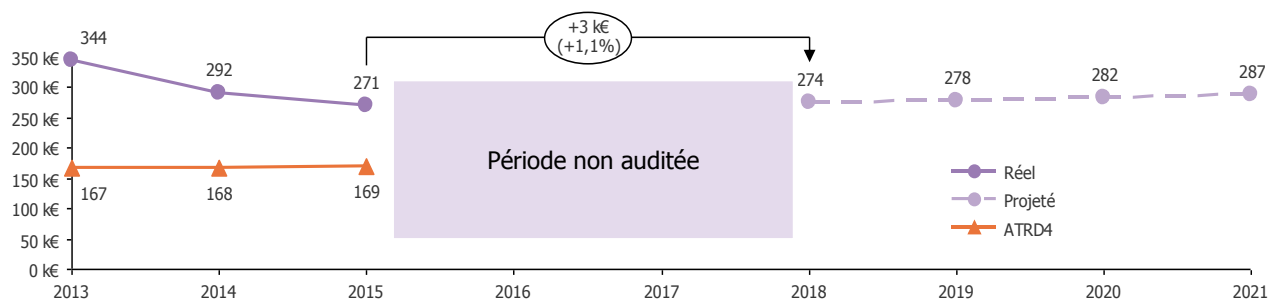
Proposition d'ajustement initiale : Les variations du poste Rémunération brute entraîne un ajustement des taxes assises sur les salaires. Ceci engendre un ajustement annuel moyen à la baisse de **-11 k€**.

Réponse de l'ELD : Cet ajustement est fonction de l'ajustement qui sera proposé sur les rémunérations brutes pour lequel Gedia est en désaccord avec PMP.

Proposition d'ajustement finale : En tenant compte de la trajectoire de rémunérations brutes ajustées post contradictoire avec Gedia, les taxes assises sur les salaires sur la période ATRD5 diminueraient annuellement de **-9 k€** en moyenne.

6.3.16 Autres recettes extra tarifaires

Evolution des autres recettes extra-tarifaires en k€ 2013 - 2021



Les prestations catalogue ainsi que les travaux pour tiers ont été projetées à partir de la moyenne des trois dernières années.

Selon Gedia, les participations sur raccordement ont été projetées à partir du niveau de 2015 : l'évolution du nombre de consommateurs ne permettant pas d'envisager une augmentation de ce poste.

PMP propose de tenir compte de la moyenne 2013-2015 afin de construire la trajectoire globale du poste Autres recettes extra-tarifaires. La baisse mesurée du nombre de consommateurs entre 2013 et 2015 (-0,8%) ne permettant pas de justifier la prise en compte de la seule année 2015 pour la projection des participations sur raccordement.

Le calcul réalisé par PMP est indiqué ci-dessous :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenn e 2018- 2021
Recettes extra tarifaires - demande ELD (A)	344	292	271	268	271	274	278	282	287	280
Moyenne 2013- 2015	302									
IPC					1,07%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%	
Recettes extra tarifaires - calcul PMP (B)				304	307	311	315	320	325	318
Ecart (B - A)						36	37	37	38	37

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose de calculer la trajectoire des Autres recettes extra-tarifaires en tenant compte de la moyenne 2013-2015 comme référence. Cela conduit à un ajustement à la baisse de **-37 k€/an** (augmentation des recettes).

Réponse de l'ELD : Gedia est en accord avec cet ajustement de PMP.

7. Principes de dissociation comptable

➤ Communes non péréquées :

En plus de ces activités gaz péréquées, Gedia a conclu deux contrats de concessions non péréquées en 2010 et 2013 avec les communes de la Chapelle Forainvilliers et Croisilles.

Ces communes ne sont pas exclues de la demande tarifaire de Gedia en raison de la faiblesse du nombre de consommateurs (voir tableau ci-dessous). Par ailleurs, Gedia a précisé qu'aucuns travaux n'étaient envisagés sur la période ATRD5 sur le périmètre de ces communes.

	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne 2013-2015
Nombre de consommateurs Chapelle	[Confidentiel]			
Nombre de consommateurs Croisilles				
Volumes Chapelle kWh				
Volumes Croisilles kWh				
Total				
Volume périmètre Gedia kWh				

En 2015, les communes non péréquées représentent donc [Confidentiel]. Si l'on applique ce taux à la trajectoire de la demande tarifaire de Gedia entre 2018 et 2021, on obtient les montants suivants :

En k€	2018 P	2 019 P	2 020 P	2021 P	Moyenne ATRD5
Demande tarifaire	[Confidentiel]				
Application taux 2015					

Proposition d'ajustement initiale : PMP propose d'ajuster les montants totaux des charges à couvrir présentés dans la demande tarifaire de Gedia pour tenir compte uniquement du périmètre péréqué. Le calcul a été effectué à partir du volume distribué 2015 sur les communes non péréquées sur le total du volume distribué [Confidentiel]. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **-6 k€** sur la période ATRD5.

➤ La dissociation comptable est réalisée en trois temps :

- 1. La première dissociation – Axe A** : répartition des coûts en fonction du service auquel se rattache la dépense. La répartition s'effectue directement grâce à la comptabilité analytique ;
- 2. La seconde dissociation – Axe B** : répartition des coûts entre les activités de Gedia ;
- 3. La troisième dissociation – la dissociation extracomptable** : répartition des coûts entre les activités de GRD et de fourniture.

Gedia a mis en place un plan analytique permettant d'associer les comptes issus de la comptabilité analytique aux clés de répartition correspondantes.

Gedia a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modification de méthode de dissociation depuis 2012.

➤ **Description des clés utilisées pour la dissociation entre activités gaz et électricité (Axe B) : [Confidentiel]**

- MIX1 et MIX5 sont construites à partir du nombre de consommateurs. La clé MIX 1 était auparavant une clé 50/50 et a été modifiée à partir de l'audit Deloitte. Cela concerne les postes d'entretien, d'achats liés à l'exploitation (eau, électricité, gaz), les frais de téléphonie et de poste, de sous-traitance informatique, de charges locatives et de locations de véhicules ;
- MIX 2 est construite à partir du chiffre d'affaires. Cette clé ventile les honoraires, les commissions bancaires, la contribution sociale de solidarité des sociétés ;
- MIX 3 est construite à partir des effectifs. Elle ventile les postes de locations de fontaines à eau, et les frais d'habillement ;
- MIX 4 est construite à partir de la masse salariale. Elle répartit les charges de personnel, certaines cotisations et primes d'assurance ;
- MIX6 est construite à partir du nombre d'appels dépannage. Elle répartit les charges liées à l'astreinte téléphonique. Historiquement, on constate beaucoup plus d'interventions sur le gaz du fait de nombreux appels que sur l'électricité.

➤ **Description des clés utilisées pour la dissociation entre fourniture et distribution (Axe C) : [Confidentiel]**

- La clé GRD concerne les postes tels que les locations de matériels liées à l'activité GRD, les redevances de concession et l'entretien et les réparations du réseau gaz ;
- La clé immobilisation est utilisée pour ventiler la taxe foncière et la taxe sur les véhicules des sociétés ;
- La clé masse salariale répartit les rémunérations brutes, les cotisations sociales, les avantages en nature, certaines primes d'assurance ;
- La clé effective ventile les charges de maintenance informatique, de fournitures administratives, de location de matériel de bureau, d'habillement, de location de véhicule, d'affranchissement, de documentation ainsi que la sous-traitance diverse ;
- La clé résultat répartit l'impôt sur les sociétés et les contributions annuelles à l'IS en fonction du résultat des activités F ;
- La clé chiffre d'affaires permet de ventiler les créances irrécouvrables, les commissions bancaires et les honoraires ;
- La clé publicité affecte au GRD gaz 10% des dépenses de communication c'est-à-dire les frais liés aux salons et foires, les cadeaux clientèle, les opérations de mécénat.

➤ **Concernant la répartition des fonctions supports :**

- Les charges de personnel sont réparties grâce à une clé masse salariale qui est construite salarié par salarié ;
- Au niveau des services supports (RH, comptabilité, DG), les charges de personnel sont réparties au nombre de consommateurs entre les activités électricité et gaz puis à 50/50 entre GRD et fournisseur ;
- Le personnel de l'accueil est réparti à 20% sur le GRD et à 80% sur le fournisseur conformément aux recommandations de la CRE ;
- Le personnel de la cartographie est réparti à 75% sur le GRD et à 25% sur le fournisseur ;

- Le cadre informatique recruté en 2017 est affecté à 100% sur le GRD en raison de ses missions spécifiques au GRD ;
- Le service Interventions Techniques Clientèles est dédié au GRD et est réparti entre les activités Gaz et électricité par rapport au nombre de client.

Selon PMP les clés utilisées semblent cohérentes.

8. Annexes

8.1 Demande tarifaire de Gedia

[Confidentiel]

8.2 Détail des ajustements proposés par PMP

[Confidentiel]

8.3 Nombre d'opération de SOGELINK

[Confidentiel]

8.4 Détail du calcul des charges relatives au risque amiante

[Confidentiel]

8.5 Gestion de l'amiante – détail 2013 - 2016

[Confidentiel]

8.6 Devis maintenance Mercuria – Sage

[Confidentiel]

8.7 Devis sécurité [Confidentiel]

[Confidentiel]

8.8 Schéma stratégie reconstitution des flux

[Confidentiel]

8.9 Obligations loi NOTRe et LTECV

Obligations appliquées sur la période ATRD4

Chaque année les GRD doivent produire un Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) auprès de leur(s) autorité(s) concédante(s).

Dans le modèle de cahier des charges de contrat de concession rédigé par la FNCCR, les éléments à produire par le GRD sont précisés au § VIII¹. Il doit en particulier inclure :

- Le rapport général : présentant les principaux résultats et les perspectives d'évolutions
- Le rapport financier : détaillant les recettes et les dépenses
- Le rapport sur la qualité : rapportant tous les incidents et les actions préventives Le rapport sur les travaux réalisés : listant les travaux, les dépenses et leur rentabilité
- Le rapport sur le patrimoine : détaillant le réseau et sa valeur
- La liste des opérations de déclassement effectuées sur le réseau
- Les prévisions du concessionnaire en termes d'extension, de renouvellement, de maintenance, de sécurité etc.
- L'état des règlements financiers entre l'autorité concédante et éventuellement ses communes adhérentes et le concessionnaire
- La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante
- La liste des raccordements au réseau des installations de production de bio-méthane

Obligations considérées sur la période ATRD5

La loi applicable est la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi LTE) qui introduit de nouvelles obligations pour les distributeurs de gaz qui n'existaient pas auparavant. Cette loi est entrée en vigueur le 19 août 2015.

La loi LTE a modifié l'article L. 111-77 du code de l'énergie qui est complété par deux alinéas, qui fixent des nouvelles obligations au gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

Dans le cadre de leurs missions, les gestionnaires de réseau de distribution de gaz sont désormais également : «chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production de gaz naturel et de biogaz dont ils assurent la gestion, dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques, en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.»

Concernant le contenu de ces données, il a été précisé par le décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Deux nouveaux articles ont été intégrés au code de l'énergie D. 111-53 et D. 111-54 qui listent toutes les données devant être transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie et mises à disposition des personnes publiques.

Informations à transmettre - Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz pour les réseaux qu'ils exploitent :

- Article D. 111-53 :

¹Cf. http://www.energie2007.fr/images/upload/cahier_des_charges_nouveau_modele_fnccr_grdf_151110.pdf

- « 1° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par IRIS et par secteur d'activité ; en se limitant pour le secteur résidentiel aux agrégats dont le nombre de points de livraison est supérieur à 10 ou dont la consommation dépasse le seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associé le nombre de points de livraison correspondants ; un agrégat résidentiel est dit secrétisé quand le nombre de points de livraison de l'agrégat est inférieur à 11 et quand sa consommation résidentielle est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
- « 2° Somme régionale et par établissement public de coopération intercommunale des consommations annuelles des agrégats résidentiels secrétisés et nombre de points de livraison correspondants ;
- « 3° Estimation de la part thermosensible et de la thermosensibilité des consommations ; des profils de consommation moyens établis à l'échelle nationale peuvent être utilisés pour estimer la part thermosensible et la thermosensibilité des consommations ;
- « 4° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel, ou comprenant plus de dix points de livraison résidentiels, ou dont la consommation résidentielle est supérieure au seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associée le nombre de points de livraison correspondants ; un arrêté du ministre chargé de l'énergie précise les modalités d'application de cette disposition, y compris comment la notion de bâtiment peut être élargie à des regroupements de bâtiments, à l'initiative du gestionnaire de réseau ou à la demande d'une personne publique, ces regroupements de bâtiments étant traités comme des bâtiments dans le cadre de la présente section ;
- « 5° Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz, capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation de production selon sa typologie ; pour chaque installation sont mentionnés l'IRIS où se situe le point d'injection sur le réseau de distribution ainsi que, s'il diffère, et si l'information est disponible, l'IRIS du site de production principal.

Ces données sont transmises au ministère et mises à disposition des personnes publiques qui en font la demande.

- Art. D. 111-54.-Pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité ou de gaz, les informations mentionnées à la sixième phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales comprennent la présentation du réseau, à la maille régionale et intercommunale, sur la base d'une cartographie commentée.

Le décret précise que la transmission ou la mise à disposition des données mentionnées aux articles D. 111-53 et D. 111-54 n'est pas facturée, y compris pour les données par bâtiment fournies par les gestionnaires de réseaux après traitement informatique fondé uniquement sur la base de leurs référentiels d'adresses.

Le décret ajoute également un article concernant d'autres données à transmettre aux personnes publiques pour l'exercice de leurs compétences.

- « Art. D. 111-57.-Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz ou d'électricité, sont définies les données suivantes, par réseau :
 - « 1° Consommation totale annuelle par point de livraison résidentiel lorsque cette consommation est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 2° Consommation totale annuelle par bâtiment comportant un seul point de livraison résidentiel, la consommation de ce point étant inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 3° Consommation totale annuelle de gaz ou d'électricité par bâtiment, dont la part résidentielle, respectivement de gaz ou d'électricité, est inférieure ou égale au seuil-résidentiel et qui comporte entre 2 et 10 points de livraison résidentiels.

Impacts sur les charges des ELD

L'ensemble des ELD ont prévu des charges supplémentaires pour faire face à ces nouvelles obligations :

- Charges en termes de rémunération des agents mobilisés sur la production de ces nouvelles informations (soit dans les CRAC soit directement fournies aux acteurs prévus dans la loi)
- Charges de développement et de maintenance des outils nécessaires à la production de ces données